

RMS +

SYRIE - ETAT ISLAMIQUE
WEF 2015
ARMEMENT - GRPM
BTAILLON DE CARABINIERS 14

Revue Militaire Suisse



www.revuemilitairesuisse.ch

Numéro 1 janvier - février 2015

Revue militaire suisse N° 1 janvier - février 2015

Un membre de la section tireurs d'élite (TE) du bataillon de carabiniers 14

© Bat car 14.



3 Edito

Lt col EMG Alexandre Vautravers

4 EIL: une révolution tactique ? ou L'infanterie légère à l'âge global

Bernard Wicht

8 Etat islamique: Recrutement, matériels, organisation et procédés de combat

Plt Grégoire Chambaz

13 La colonne du Chef de l'Armée

Cdt C André Blattmann

14 La Géorgie en quelques mots

Alexandra Häfliger

16 « Nous essayons de stabiliser la situation avec les moyens que nous avons, mais il serait faux de parler d'une normalisation. »

Alexandra Häfliger

19 En patrouille avec l'EUMM

Alexandra Häfliger

22 WEF 2015

Neo-Falcon

26 Des activités porteuses pour l'économie

Philippe Zahno

29 L'industrie de l'armement en Suisse: entre un hypothétique développement de l'armée, la disparition des grands projets, les restrictions budgétaires et les restes de crédits: Quo Vadis?

Christophe Gerber

33 ELCA

Christophe Gerber

34 Le bataillon de carabiniers 14

Cap Edric Speckert

46 30.12.2014: 200^e commémoration de la Restauration genevoise

Adolf Ogi

50 Un trimestre dans la vie de la Société Neuchâteloise des Officiers (SNO)

Lt col EMG Jacques de Chambrier

53 Pour dîner avec le diable, il faut une longue cuillère...

Br Denis Froidevaux

55 Compte-rendu de la Conférence des présidents du 22 novembre 2014, Berne

Maj Marc-Ariel Zacharia

57 Armes laser: C'est aujourd'hui demain...

Col Hervé de Weck

58 SVO

60 Stage de base de parachutisme militaire à Příbram (CZ), suite et fin

Maj Etienen Guggisberg



Impressum

Rédacteur en chef:

Lt col EMG Alexandre Vautravers
vautravers@webster.ch

Rédacteurs adjoints:

Maj Christophe Chollet
Maj Benoît Dumas
Maj Marc-Ariel Zacharia
Cap Grégoire Chambaz
Cap Julien Grand
Cap Emmanuel Kilchenmann
Sdt Yves Garcia

Administrateur/Finances:

Col EMG Jean-Claude Roch
« Groupe des deux cents »:
Col EMG Jean-Claude Roch

Administration, abonnements et publicité

ad intérim: Association de la Revue militaire suisse - Avenue Florimont 3 - 1006 Lausanne
CCP 10-5209-7 - info@jrc.ch
Tél. +41 21 311 48 17
Fax +41 21 311 97 09

Mise en pages:

J-design, 1730 Ecuwillens
jean-daniel.sauterel@bluewin.ch

Impression et distribution:

Presses Centrales Lausanne S.A.

ISSN 0035-368X

La *Revue militaire suisse* (RMS) est un organe de publication officiel de la Société suisse des officiers. Elle appartient aux sections cantonales de Suisse romande et de Berne. Elle est éditée par l'Association de la Revue militaire suisse (ARMS). Le but de la RMS est, notamment, de faciliter l'échange sur les problèmes militaires et de développer les connaissances et la culture générale des officiers. Les textes publiés expriment la seule opinion de leurs auteurs. La RMS est ouverte à toutes les personnes soucieuses d'oeuvrer de façon constructive au bien de la défense générale.

Div Dominique Juillard
Président de l'ARMS



Le Lt col EMG Vautravers, président de la Société militaire de Genève (SMG), lors de la cérémonie de la Restauration genevoise à la Treille, le 30 décembre 2014.

Editorial

L'année 2014 sera certainement marquée d'une pierre noire

Lt col EMG Alexandre Vautravers

Rédacteur en chef, RMS+

La guerre en Syrie a causé près de 200'000 morts et plus de 5 millions de réfugiés. L'établissement d'un Etat islamique en Irak et en Syrie a ajouté des dizaines de milliers de morts supplémentaires et pose la question du djihad international, qui recrute désormais jusqu'en Suisse sa chair à canon de récemment convertis.

La reprise en main autoritaire en Egypte clos le bref chapitre du « printemps arabe. » Le Mali et la Lybie sont loin d'être stabilisés, malgré les efforts de la communauté internationale. Le Nigéria et le Sud Soudan sont désormais en proie à des insurrections de plus en plus pressantes. Le pouvoir militaire au Burkina Faso a été renversé. L'Afrique de l'Ouest est en proie à la propagation du virus Ebola qui n'est, malheureusement, dans ce contexte, qu'un fléau parmi tant d'autres en Afrique.

La crise ukrainienne dégénère en annexion de la Crimée par la Fédération de Russie. Les régions indépendantistes de l'Est de l'Ukraine mènent contre le gouvernement de Kiev une guerre civile sans merci. Le pays a rétabli pour l'occasion la conscription, afin de palier aux désertions de son armée professionnelle. Après une défaite sanglante, puis une trêve de deux mois, les combats ont repris de plus belle

Entre-temps, l'OTAN s'est réorganisée et a dépêché, par rotation, plusieurs milliers de ses soldats pour rassurer la Pologne et les Etats baltes. Elle a créé une force de réaction rapide de 10'000 soldats stationnés en Europe de l'Est. Les tensions sont élevées et font craindre de plus en plus d'incidents dans l'espace aérien ou le long des frontières. Une nouvelle course à l'armement est bel et bien lancée. Une nouvelle génération de missiles balistiques comme de sous-marins nucléaires lanceurs d'engin sont en cours de développement. Réveillons-nous : le monde se réarme.

L'influence de ces conflits est grande sur les Européens eux-mêmes. Les attentats de Paris puis de Copenhague risquent bientôt de ne pas être des incidents isolés. Et il faudra bien se résoudre que le nombre de crimes liés à la

situation au Proche ou au Moyen Orient, aux immigrations et à la non-intégration, représentent un défi majeur pour nos sociétés. La guerre n'est plus une lointaine chimère. La guerre est aujourd'hui une réalité, aux marges de l'Europe.

Dans ce contexte, il faudra bien réévaluer les moyens militaires et notre Rapport sur la politique de sécurité de la Suisse. Rien ne sert de se battre avec les armes et les schémas d'antan: l'adaptation et le développement continu de notre armée aux menaces actuelles est une nécessité.

La guerre, aujourd'hui, prend plusieurs formes: guerre économique, espionnage ciblé ou massif, cyber attaques, déstabilisation, terrorisme. Sous ces formes, elle a lieu en permanence, entre deux conférences de paix et malgré les déclarations tantôt pacifistes ou langue-de-bois des dirigeants des grandes puissances.

En six mois, la valeur du rouble a été divisée par deux. Les cours du pétrole ont dévissé, fruit d'une alliance entre les USA et l'Arabie saoudite afin simultanément de sanctionner la Russie et de freiner l'Iran. Le monde globalisé n'est ni plus sûr, ni plus stable, ni plus pacifique.

Dans ce monde incertain, instable et en proie aux conflits de toutes sortes, rappelons-nous que la prospérité économique n'existe que grâce à notre stabilité, notre unité, notre respect du droit et de l'autre, notre travail, notre résilience, notre politique de neutralité et de paix.

Rappelons-nous l'importance de nos choix démocratiques, de nos libertés et de nos droits chèrement conquis. C'est un devoir de nous en souvenir et d'honorer ceux qui nous les ont transmis.

La paix, la sécurité et la prospérité sont l'affaire de chacun. Veillons sur nous-mêmes et sur ceux et ce qui nous sont chers. « Aide-toi et le Ciel t'aidera. »

A+V



Ci-contre et pages suivantes : scènes de « propagande » de l'Etat islamique, montrant ses armes, sa force et aussi sa cruauté. Pages suivantes : Les crimes de guerre, attestés par de telles images, sont légions.

International

EIIL : une révolution tactique ? ou L'infanterie légère à l'âge global

Bernard Wicht

Privat-dozent, Université de Lausanne

La récente invasion de l'Irak par les troupes de l'EIIL (Etat Islamique en Irak et au Levant) cache-t-elle une révolution au niveau tactique ? Car, c'est la première fois qu'une guérilla parvient à un tel résultat : non pas la défense d'un terrain difficile d'accès (zone urbaine ou montagneuse, jungle), mais l'occupation offensive d'un vaste territoire. Les opérations de l'EIIL se sont en effet déployées en terrain désertique, avec de l'infanterie légère exclusivement, sans char, sans artillerie et sans appui aérien. Rappelons que, jusque là, une guérilla qui passait à l'offensive devait se transformer en armée conventionnelle : par exemple, le Nord-Vietnam doit s'équiper en chars, transports de troupes blindés et artillerie lourde pour conquérir le Sud-Vietnam ; le Polisario doit faire de même pour attaquer le Mur construit par les Marocains au Sahara occidental. Certes, l'armée irakienne organisée à l'occidentale avec des procédures rigides, n'a pas opposé beaucoup de résistance. Néanmoins le gain territorial obtenu par les djihadistes est considérable ; il se mesure à l'échelle de deux pays (Syrie et Irak). De plus, l'offensive de l'EIIL semble conduire à une redistribution radicale des cartes au Moyen-Orient : notamment, création probable d'un Kurdistan indépendant, morcellement potentiel de l'Irak et de la Syrie.

C'est donc au regard de l'ampleur des conséquences de cette opération réalisée uniquement par des unités légères que nous avançons l'idée d'une « révolution tactique. » Que faut-il entendre à cet égard ? De notre point de vue, trois aspects entrent en considération : la maturation des tactiques dites « asiatiques » ; la rupture avec la technologie ; la nouvelle forme transnationale de l'organisation militaire.

Premièrement, depuis près d'un demi-siècle, les différentes armées confrontées à un adversaire disposant d'une puissance de feu « illimitée » ont développés des tactiques visant autant que possible à annuler ce différentiel de puissance et à rétablir un équilibre permettant de se battre

à « armes équivalentes. » Ces tactiques se caractérisent par la recherche de l'imbrication, l'utilisation du micro-terrain, la dispersion et la manœuvre des petits échelons (niveau groupe de combat et section). Si nous parlons ici de « révolution tactique » c'est parce que nous considérons que les opérations de l'EIIL montrent que ces tactiques ont désormais atteint leur maturité en ne se limitant plus à la défensive et à l'annulation du différentiel de puissance, mais en permettant dorénavant l'action offensive à grande échelle.

Si cette opinion est correcte, elle va impliquer alors une réorientation des armées régulières occidentales et ouvre sans doute la voie, à terme, pour une réactualisation du citoyen-soldat (2.0). Nous y reviendrons en fin d'exposé. Auparavant, il importe cependant de présenter la spécificité de ces tactiques afin de bien saisir en quoi il est légitime d'évoquer une révolution.

Celles-ci ont été principalement mises au point par ceux qui ont dû affronter la puissance de feu américaine, les Japonais à partir de 1943, les Chinois et les Nord-Coréens pendant la guerre de Corée, les Nord-Vietnamiens pendant la Guerre du Vietnam : d'où leur désignation « asiatique. » Elles ont été reprises ensuite par tous les combattants se trouvant dans une situation similaire – devoir faire face à une puissance de feu largement supérieure, « à l'américaine » : les Pasdarans iraniens lors de la guerre Iran-Irak, les Moudjahidins afghans contre les Soviétiques, les Tchétchènes contre les Russes, le Hezbollah contre Israël et, aujourd'hui, Al Quaida en Irak et en Afghanistan.

Ces tactiques ne sont toutefois pas une spécificité asiatique ni orientale. Leur origine remonte à la Première Guerre mondiale avec la création des *Stosstruppen* au sein de l'armée allemande. Constatant l'échec et le coût humain des attaques frontales d'infanterie face à un ennemi enterré, les Allemands développent des procédés d'infiltration basés non plus sur l'attaque massive mais

sur le *swarming* de plusieurs groupes de combat qui progressent en utilisant le micro-terrain (fossés, lit de ruisseaux, cratères d'obus, autres couverts), qui cherchent à contourner les positions défensives de l'adversaire pour s'enfoncer dans la profondeur du dispositif et attaquer les postes de commandement, les armes d'appui ou les dépôts. Ce nouveau procédé de combat conduit à articuler les combattants en groupes d'une dizaine d'hommes conduits par un sous-officier. L'armement subit aussi une transformation. La priorité est donnée aux armes de combat rapproché : grenade, pistolet, couteau, apparition des mitrailleuses légères, des mitraillettes, du lance-flamme et du canon d'infanterie. Le but est de donner au fantassin à la fois une grande mobilité (articulation en groupe de combat) et une grande puissance de feu à courte portée (armes susmentionnées). L'adoption de l'*Auftragstaktik* rend le *swarming* non seulement possible mais efficace : les groupes connaissent l'objectif à atteindre et les fuseaux de progression, mais restent complètement libre du choix de leur itinéraire et des actions à mener pour y parvenir. L'initiative appartient au chef de groupe (sous-officier), le chef de section (lieutenant) se concentre « sur ses jumelles » afin de découvrir le contour précis des positions ennemies et de pouvoir ainsi orienter ses groupes dans le terrain. En défense, les *Stosstruppen* renoncent aux dispositifs linéaires de tranchées pour privilégier des positions échelonnées en profondeur et situées dans les accidents de terrain, en contre-pente ou dans les cratères d'obus afin d'échapper à l'observation et à la reconnaissance adverses. Chacune de ces positions dispose d'un chemin de repli permettant aux combattants de l'évacuer lorsque la pression de l'attaquant est trop forte et de la réoccuper ensuite, par exemple de nuit lorsque l'assaillant est épuisé par son attaque précédente. De la sorte, les *Stosstruppen* mènent un combat très mobile tant dans l'offensive que dans la défensive, en utilisant à fond le micro-terrain pour échapper au maximum aux effets des armes lourdes.

Les tactiques des Japonais, Chinois, Nord-Coréens, Nord-Vietnamiens, Tchétchènes, du Hezbollah ou des djihadistes s'inscrivent pleinement dans cet héritage des *Stosstruppen*. Présentons-en les caractéristiques principales :

- infanterie légère équipée généralement d'armes d'origine soviétique telles que, fusil d'assaut AK-47, lance-roquette RPG-7, fusil mitrailleur RPD et PKM, fusil de précision Dragunov, mitrailleuse lourde Dschk, ainsi que des explosifs divers (mines, bombes, IED) ;
- actions décentralisées de petites équipes utilisant la surprise, la déception et une grande puissance de feu à courte distance (le RPG-7 joue un rôle majeur à cet égard) ; équipe composée d'environ 4 hommes (RPG, Dragunov, RPD, AK) donnant une certaine autonomie pour un combat mobile¹ ;
- actions très soigneusement préparées et répétées sur maquettes, fondées sur une collecte de renseignements précis via patrouilles, prisonniers et auprès de la population civile ;



- déplacement et approche par infiltration en utilisant le micro-terrain, la nuit et en fonction des renseignements obtenus ;
- p. ex. attaque d'une localité selon la technique de la « fleur de lotus, » c'est-à-dire infiltration en différents points par les équipes susmentionnées se rejoignant au centre de la ville en faisant « éclater » le lotus au cœur du dispositif ennemi ;
- instruction et entraînement à base de scénarios correspondant à l'opération prévue ; scénarios répétés à de nombreuses reprises par les combattants, organisation des troupes en fonction de l'opération (embuscade, raid ou défense) ; cette organisation *ad hoc* calquée sur le scénario adopté accroît encore la mobilité de l'unité engagée² ;
- avec Al Quaida, apparition d'un système d'instruction-entraînement open source ; des sites sur le net contiennent des manuels et des expériences de guerre dans lesquels les combattants peuvent puiser les informations dont ils ont besoin pour leurs opérations.

L'insistance de ces tactiques sur le renseignement, l'action décentralisée de petites équipes et l'utilisation du micro-terrain (infiltration) permet de suppléer l'absence de moyens lourds. Soulignons encore une fois à cet égard que le but systématiquement recherché est le combat rapproché, autrement dit amener l'ennemi « à portée de sabre. » Une des procédures privilégiées en la matière consiste à attirer l'adversaire dans une *kill zone* constituée soit par une embuscade, soit par des IED. D'ailleurs, cette infanterie légère est en mesure de demeurer inaperçue jusqu'au contact. L'engagement du combat se faisant à très courte distance, l'imbrication empêche l'adversaire d'utiliser sa puissance de feu. C'est ainsi que les Tchétchènes ont pu reprendre Grozny pourtant occupé par des troupes russes supérieures en nombre.

Pour s'en faire une bonne idée, il est possible de visionner quelques scènes du film *The Hunted* (de William Friedkin, 2003). Infiltration : on commence par voir une petite équipe de commandos profitant d'un bombardement et de la panique de la population civile cherchant à échapper à la tuerie pour se glisser comme des ombres, en se fondant

¹ En examinant les divers reportages, on constate que les combattants sont généralement photographiés en groupe de 3 à 6 hommes disposant la plupart du temps de ces différentes armes.

² On en trouve une bonne illustration dans, Guillaume MARTINS, « Organisation et tactiques des Moudjahidines (1979-1989) », *La Voie Stratégique Magazine*, no 1, septembre-octobre 2010, p. 42-49.

littéralement dans les ruines et les gravats, à l'intérieur du poste de commandement adverse. *Kill zone et combat rapproché*: on retrouve plus tard un de ces commandos (revenu à la vie civile entretemps) affrontant en pleine forêt deux chasseurs lourdement armés. Equipé très légèrement et armé d'un couteau seulement, il profite de l'épaisseur de la végétation pour les harceler à bout portant et les attirer dans une chausse-trappe qu'il a soigneusement préparé. Destabilisés par ces manœuvres, bloqués par le piège dans lequel dans lequel ils se sont pris les pieds (au sens propre), les chasseurs se trouvent alors à la merci de sa lame.

Comme en témoigne les premières relations, l'EIIL procède exactement de la même façon: « *En général, les insurgés font exploser une voiture piégée à proximité de leur attaque, ce qui a pour effet de disperser les soldats, Puis les fous furieux arrivent dans leurs 4x4 en mitraillant tout sur leur passage. C'est la débandade.* » Ou encore, « *la tactique des insurgés est de harasser les militaires par des opérations menées par des petits groupes qui préparent ainsi la grande attaque.* »³ Dans ces brèves descriptions, on note immédiatement l'utilisation des méthodes précitées: puissance de feu à courte distance, utilisation de la diversion-déception (explosion de la voiture piégée), action décentralisée de petites équipes (*swarming*).

Deuxièmement, ces tactiques rompent avec l'approche essentiellement technologique. L'excellence et la réussite ne reposent plus sur un matériel sophistiqué, mais sur la préparation minutieuse, la compétence des combattants et l'initiative des petites unités. De notre point de vue, c'est



3 Jean-Pierre PERRIN, Reportage à Bagdad pour le journal *Libération*, publié dans *La Liberté*, 2 juillet 2014.

là que réside le deuxième facteur autorisant à parler de révolution. Car, à l'heure des drones-tueurs, des bombes intelligentes, de la numérisation du champ de bataille et de l'omniprésence de l'électronique y compris dans l'équipement individuel du soldat, le succès fondé sur le savoir-faire du combattant individuel se place en porte à faux complet par rapport à l'approche technologique de la guerre adoptée par les armées occidentales. Il confirme également le pronostic de Martin Van Creveld considérant, en 1991 déjà: « *les armements modernes sont devenus si coûteux, si rapides, aveugles, impressionnants, encombrants et puissants qu'ils entraînent à coup sûr la guerre contemporaine dans des voies sans issues, c'est-à-dire dans des milieux où ils ne fonctionnent pas.* »⁴

La révolution technologique des armements (*Revolution in Military Affairs*) n'a pas abouti... si ce n'est à grever des budgets militaires déjà faméliques, forçant les Etats à privilégier le matériel plutôt que les effectifs, à supprimer des unités au profit de l'acquisition des technologies de pointe. La RMA a aussi provoqué une centralisation quasi-totale de la conduite du combat enlevant aux petits échelons toute liberté de manœuvre. En revanche, les tactiques considérées ici font preuve de leur efficacité. De plus, en ne se limitant plus uniquement à la posture de résistance face à un adversaire matériellement supérieur, elles ouvrent la possibilité de conquêtes territoriales comme vient de le faire l'EIIL. On peut suggérer dès lors qu'elles ont atteint leur « masse critique, » qu'elles sont suffisamment bien maîtrisées pour entreprendre des actions offensives comme on vient d'y assister en Irak.

Troisièmement, avec l'EIIL on est témoin de la naissance d'une véritable « force armée transnationale »: les hommes qui la composent ont combattu en Lybie, au Mali, certains ont fait l'Irak et leurs chefs l'Afghanistan. Ils sont capables de se déplacer, en toute liberté et en toute discrétion, dans cette immense zone allant du Sahara à l'Hindukusch, de se réunir en un lieu déterminé et d'y faire venir des armes via le trafic illégal. Certains géographes ont dessiné la carte de ces autoroutes de l'insurrection dans la région susmentionnée⁵; les combattants y circulent « en civil » sans se faire repérer en se joignant aux flux de réfugiés ou en empruntant les circuits commerciaux. Ce caractère transnational est particulièrement frappant si on le compare, une fois encore, aux interventions des armées occidentales nécessitant avions gros porteurs, grandes bases aériennes et chaîne logistique complexe. Là également, la référence à Van Creveld s'impose: « Les lignes de communication seront détruites par coups de main rapides, les bases remplacées par des caches et des dépôts, les vastes objectifs géographiques, par une prise en main des populations au moyen de la propagande et de la terreur. »⁶

L'armée de EIIL apparaît ainsi taillée pour notre monde global: un monde où les frontières ont perdu leur

4 Martin VAN CREVELD, *La transformation de la guerre*, trad., Paris, éditions du Rocher, 1998 p. 52 (l'édition original en anglais date de 1991).

5 Les autoroutes de l'insurrection », carte établie par Philippe Rekacewicz et Agnès Stienne, dans *Manière de voir - Le Monde diplomatique*, no 128, avril-mai 2013, p. 43.

6 VAN CREVELD, *Op. Cit.*, p. 263.

importance, où les territoires sont fragmentés (les zones de chaos côtoyant les technoparks), où l'entropie croît au fur et à mesure que l'économie grise gagne du terrain et, surtout, où les Etats tendent à devenir des coquilles vides et les sociétés de plus en plus hétérogènes. Dans un tel monde, une armée de type EIIL peut agir n'importe où, sa liberté d'action apparaît sans limite. C'est une substance, une organisation informelle qui monte en puissance alors que les institutions perdent leur contenu. A titre d'exemple, elle peut se servir de l'immigration clandestine de masse pour entrer en Europe, s'y reconstituer dans certaines zones de non-droit, se financer par le trafic de drogue et s'équiper en armes et munitions à travers les réseaux mafieux.

En ce sens, on peut conjecturer que l'affirmation d'une telle forme d'organisation représente un tournant historique comparable à celui qui, entre le Ve et le VIII^e siècle, a vu l'apparition des petits cavaliers de la steppe (Vandales, Avars, Magyars) puis les Arabes, tous capables de défaire les armées d'Occident grâce à leur extraordinaire mobilité. Cette comparaison vise à mettre notre «révolution tactique» en perspective pour en dégager quelques éléments de prospective. Car, la réponse que l'Occident apporte aux invasions des cavaliers de la steppe est éclairante à plus d'un titre pour notre réalité contemporaine. Sous les coups répétés, l'Empire romain puis le monde carolingien se désintègrent laissant la place à d'autres structures socio-politiques mieux aptes à contrer la menace. Dans la situation chaotique de cette période, les distances sont trop grandes, les communications trop primitives et les armées trop petites pour assurer une défense efficace. Dès lors, la responsabilité militaire se décentralise au niveau de l'aristocratie locale beaucoup plus à même de protéger ses domaines contre les razzias et les raids. L'historien Michael Howard relève à ce sujet : «*Il n'est guère surprenant qu'un type de société capable d'assurer la survie des peuples d'Europe dans de telles conditions soit apparu : les générations ultérieures d'historiens lui donnèrent le nom de 'féodalité'.*»⁷

Bien qu'aujourd'hui les moyens de communication et de transport aient tendance à annuler les distances, le territoire de l'Etat et le corps social qui le compose se fragmente, le chaos s'installe progressivement dans les interstices tandis que les effectifs militaires fondent comme neige au soleil. Ceci ouvre l'opportunité à un ennemi transnational, fluide et informel de porter à nos sociétés des coups semblables à ceux des cavaliers de la steppe des V^e-VIII^e siècles.

A ce stade par conséquent, on peut envisager également une réponse décentralisée, celle du *citoyen-soldat 2.0*. A l'ère de l'information et de l'urbanisation post-industrielle, il n'est évidemment pas possible de parler de «féodalité» pour évoquer la décentralisation de la responsabilité militaire de nos jours. C'est pourquoi nous utilisons la dénomination «citoyen-soldat 2.0» en référence (-inverse) à l'Etat post-national et post-démocratique : il s'agit d'une extrapolation dérivant de la notion de

web 2.0. Cette dernière implique l'autonomisation de l'internaute, le fait qu'il n'est plus seulement un consommateur d'informations et de données mais qu'il devient dorénavant un *acteur*, un *producteur*, grâce au téléchargement vers l'amont et au système open source. Avec le web 2.0, l'internaute peut investir le net comme un entrepreneur le marché. C'est en relation avec cette dernière évolution en date de la société de l'information que nous utilisons le terme de citoyen-soldat 2.0, à savoir celui qui évolue dans un Etat-coquille vide, qui ne peut plus compter sur cet Etat pour sa protection, qui ne plus s'appuyer sur une armée nationale pour son encadrement et son équipement et qui, suivant en cela une démarche porche de l'internaute, doit construire lui-même le récit et les valeurs nécessaires à la défense de sa vie et de ses biens. Dans ce sens, le citoyen-soldat 2.0 est un *système d'arme*, celui de l'infanterie légère de l'âge occidental global et de son capitalisme du désastre.

On saisit immédiatement tout l'intérêt de ce système d'arme face à l'ennemi transnational, parce que le citoyen-soldat 2.0 est, lui aussi, décentralisé et mobile, parce que lui aussi peut se servir en toute liberté des outils de notre monde contemporain (open source, méthode wiki, crowdsourcing), s'entraîner sur la base de scénarios correspondant à la réalité de la menace qu'il perçoit, parce que l'équipement dont il a besoin est déjà en vente dans le commerce (des fusils de chasse et carabines à lunette au mini-drone et ULM en passant par les talkies-walkies et les caméras de vision nocturne) – du *low cost* et du *low tech* disponibles partout et facilement remplaçables. Son intervention se fait au niveau local, en appui ou en suppléance de la police, dans un tissu urbain qu'il parcourt quotidiennement : il veille, il observe, il se prépare, il soigne ses réseaux... par conséquent, il sait pourquoi il doit se battre et quelles sont ses chances de succès !

A n'en pas douter, les armées qui demain affronteront avec succès l'ennemi transnational répondront à l'équation, citoyen-soldat 2.0 + équipement *low cost-low tech* + tactiques asiatiques
Du *hardware* au *software*, de la bombe H à l'AK-47 ...
sic transit

B. W.

Indications bibliographiques

- Dodge BILLINGSLEY, *Fangs of the lone wolf : chechen tactics in the russian-chechen war 1994-2009*, Solihull, Helion & Company, 2013.
- Brian Todd CAREY et al., *Warfare in the medieval world*, Barnsley, Pen & Sword Military, 2012.
- Bruce I. GUDMUNDSSON, *Stormtroop tactics : innovation in the german army, 1914-1918*, Westport, Praeger, 1989.
- H. John POOLE, *Phantom soldier : the enemy's answer to U.S. firepower*, Esmerald Isle, Posterity Press, 2001.
- *The tiger's way : a U.S. private's best chance for survival*, Esmerald Isle, Posterity Press, 2003.
- *Tactics of the crescent moon : militant muslim combat method*, Esmerald Isle, Posterity Press, 2004.
- Joseph TERRY, *Gunfighting in teams : a tactical guide for the prepared*, Joseph Terry Enterprises, 2013.
- John WEST Fry *the brain : the art of urban sniping and its role in modern warfare*, SSI, 2008.

⁷ Michael HOWARD, *La guerre dans l'histoire de l'Occident*, trad., Paris, Fayard, 1988 (Hachette Pluriel ; C 8543), p. 7.



Ci-contre et pages suivantes : Au fur et à mesure du renforcement de l'Etat islamique en Irak et en Syrie, ainsi que de la débandade de l'armée irakienne, celui-ci a capturé et mis en service des dizaines de véhicules blindés irakiens - à l'instar de cet obusier blindé 2S1 de 122 mm, de T-55 ou de BMP-1. Il faut compter également avec la capture de matériel de guerre de provenance américaine.

International

Etat islamique : Recrutement, matériels, organisation et procédés de combat

Plt Grégoire Chambaz

Rédacteur adjoint, RMS+

Parmi les combattants de l'Etat islamique, on compte des volontaires étrangers et des conscrits locaux.

Les volontaires étrangers

A leur arrivée en Syrie et en Irak, les volontaires étrangers sont triés selon leurs capacités. Les plus qualifiés d'entre eux sont redirigés vers des postes à valeur ajoutée (comme des vidéastes pour les vidéos de propagande), tandis que les moins qualifiés sont encouragés à se porter volontaires pour des opérations suicides. Le reste peut choisir cette option ou devenir djihadiste (combattant).

Conscription

Depuis mi-janvier 2015, tous les hommes de 15 à 25 ans des provinces syriennes de l'EI (Alep exclue) sont tenus d'effectuer leur service militaire pour la défense du califat. Ceux qui s'y soustraient sont emprisonnés ou peuvent alors payer la somme importante de 1,5 millions de dinars irakiens (\$1'315) pour être libérés de leurs obligations.¹

Entraînement

L'entraînement est focalisé sur l'utilisation d'armes de point, de fusils d'assaut, de roquettes et parfois de mortier. La durée de l'entraînement n'est pas clairement définie et semble varier selon les sources. Celui-ci est clôturé par plusieurs semaines de service de garde, ensuite de quoi, les nouveaux combattants sont envoyés sur les différents théâtres d'opération. Pendant ce temps là, l'endoctrinement des combattants demeure constant.² Cet endoctrinement fait des combattants de l'EI de redoutables adversaires. Il compense leur manque d'expérience par une volonté de réussir à tout prix : ne craignant pas la mort, ils sont prêts à se sacrifier en tout temps pour la cause. Le niveau de motivation semblerait si haut chez les kamikazes que ceux-ci compteraient les jours avant leur action-suicide.

Equipement

Le fantassin combat principalement à l'arme légère, la plupart du temps avec une AK-47 ou armes plus modernes récupérées à l'adversaire. Les snipers utilisent principalement des fusils à lunette Dragonov.

Le combattant de l'EI peut porter l'uniforme (surtout en Irak), mais il est habillé en civil la plupart du temps, sans uniformité de tenue.³ Ceux qui portent l'uniforme portent généralement des rangers, alors que les autres portent des chaussures de sports ou sandales.

Certains possèdent des vestes tactiques, les autres emportent leurs chargeurs dans leurs poches. Le combattant de l'EI ne porte pas le casque et n'utilise pas de gilet pare-balle.

Discipline

L'EI ne tolère ni la sédition, ni la désertion dans ses rangs. En été et automne, trois vagues de fuyards et de déserteurs ont été arrêtés et exécutés en Syrie. Même lorsqu'on pourrait croire l'EI en manque de combattants, celui-ci choisit une fermeté absolue dans sa discipline au combat.

Véhicules

Les technicals. Comme les forces rebelles avant lui, l'EI utilise un grand nombre de « technicals », 4x4 sur lesquels sont montés un canon antiaérien de 2 mm ou alors une Douchka sans recul. Dans certains cas, ces véhicules sont renforcés de plaques de blindage protégeant le tireur.

Face aux blindés réguliers, ces véhicules se distinguent par leur mobilité, vitesse et fluidité et tirent pleinement parti de ces caractéristiques en environnement semi-urbain et dans le terrain. En revanche, ces véhicules sont particulièrement vulnérables en terrain ouvert, où leur vitesse en mobilité ne leur est d'aucune utilité face à des tirs en ligne droite.

Avec son bas coût d'achat, une autonomie conséquente, une grande résistance, son coût d'entretien dérisoire et le large réseau de pièces détachées disponibles sur le terrain (le véhicule était déjà répandu avant le conflit), le technical est un véhicule de choix pour l'Etat islamique.

Les blindés. L'Etat Islamique a récupéré un certain nombre de blindés lourds, en particulier des T-55, T-62, T-72 provenant soit de stocks gouvernementaux syriens ou irakiens ou alors confisqués à d'autres groupe rebelles. Après l'offensive de juin 2014 en Irak, l'EI a consolidé son parc par des chars Abrahms, des MRAP ainsi que des M1117 et M113. L'EI possède également un nombre non négligeable de véhicules de transports de troupes et de combat d'infanterie (BMP-1, BTR et MT-LB).

Disposant d'une forte capacité d'adaptation, l'EI a réussi à opérer ces véhicules en combat quelques semaines après leur prise⁴. Si certaines sources pointent le manque d'équipages de par rapport au nombre de chars, toutes s'accordent sur le nombre important de blindés lourds et légers en sa possession. La question est maintenant de savoir si l'EI va adapter son mode de combat de l'infanterie légère à celui impliquant la participation des chars autrement qu'en tant qu'artillerie automotrice. Il a montré à Kobane des tentatives d'utilisation des chars en zone urbaine, qui n'ont pu aboutir en raison de l'excellente défense antichar des YPG et des frappes aériennes.

Pour parer aux frappes aériennes, les blindés sont souvent cachés sous les arbres où ils se soustraient à l'observation aérienne. D'autres sont dissimulés sous des couverts en zone urbaine, mais restent vulnérables en cas de mouvement de jour.

L'EI dispose également d'une capacité d'innovation dans l'utilisation des blindés, bien que sa structure décentralisée ne garantisse pas la diffusion de ces modifications véhicules sur l'ensemble de ses théâtres d'opérations. Pour se prémunir des missiles *Milan* livrés

par l'Allemagne aux Peshmergas, l'EI a fait installer des grillages de protection sur ses chars, dont certains se sont retrouvés en Syrie.

Outre les prises de canons à l'adversaire, l'Etat Islamique opère un certain nombre de « Hell Cannons » fabriqués par les rebelles syriens avant leur confiscation par l'EI. Excellents exemples d'ingénuité dans le développement de systèmes d'armes low-cost dans le conflit syrien, les « Hell Cannons » sont des sorte de tubes artisanaux, montés généralement sur un affût à deux roues et tractés par un véhicule utilitaire ou bulldozer.

La plupart des projectiles sont d'anciennes bouteilles de gaz remplies d'explosif, en dessous desquelles on place une charge projective détonnée à la mèche. Ce procédé artisanal est remarquable par son efficacité compte tenu du montage effectué en atelier, mais montre ses limites quant à la précision des projectiles.

Utilisé comme un mortier lourd en environnement urbain (du fait de son tirs en cloche), les « Hells Cannons » sont des armes de choix pour terroriste l'adversaire. Cependant, leur intérêt tactique est limité par le terrain urbain, qui empêche la plupart du temps leur placement optimal pour une cible donnée, le recours à l'observation et au calculs approximatifs pour la visée.

D'autre part, l'aspect aléatoire des coups aux buts (du à la fabrique artisanale et à la longueur du canon par rapport au diamètre du projectile) et de la nature indiscriminante de la charge (généralement un explosif avec du shrapnel), qui limite sérieusement leur efficacité tactique. Pour terminer, le chargement manuel, l'utilisation de mèches et le coût en ressources et en temps de la fabrication de projectiles sont un frein à leur utilisation dans le cadre d'un barrage roulant qui pourrait avoir un effet dévastateur sur l'adversaire.

Par conséquent, les « Hell Cannons » seront plutôt utilisés comme une arme de représailles aux bombardements aériens et de domination par la puissance de feu. Cela



dit, les « Hells Cannons » présente deux avantages : son utilisation en milieu urbain le protège de tirs en ligne directe, et l'utilisation de mèche permet au tireur de se mettre à l'abri avant un éventuel tir rapide de contre-batterie.

Artillerie hors-localité Il semble que l'EI utilise principalement son artillerie en périphérie des localités qu'il assiège ou défend. Suite aux frappes de la coalition, les artilleurs de l'EI utilisent le terrain à leur avantage en dissimulant notamment ses Howitzer dans des vergers à l'abri de l'observation aérienne⁶.

Cependant, le peu de rapports⁷ impliquant l'artillerie de l'EI indique que son utilisation reste circonscrite aux sièges où l'infanterie légère n'a pas emporté la décision. De plus, l'essentiel de son artillerie est capturée dans la période entre l'offensive de juin et les premiers bombardements de la coalition, période pendant laquelle l'EI n'essuie pas de forts revers et croit encore à sa victoire facile et rapide. Quand la situation se stabilise en octobre-novembre, l'emploi des Howitzer se fait plus plausible, mais la menace aérienne interdit son déploiement en terrain découvert et dans des zones sujettes à l'observation ou renseignement adverse en raison du risque de frappes aériennes.

Obusiers. Outre les « Hells Cannons », l'Etat Islamique opère des Howitzers de calibre entre 122 et 155mm. La majorité du matériel est de provenance soviétique, complété par des pièces américaines prises lors de la conquête de Mossoul.⁸

De plus, l'EI engage régulièrement des canons anti-aériens contre des blindés légers ou du personnel adverse. La combinaison de camions et de canons anti-aériens donne naissance à une artillerie mobile, légère et efficace pour les tirs de suppression.

Lanceurs de roquettes multiples. L'Etat islamique opère trois types de lanceurs de roquettes multiples : des mobiles (BM-21 Grad soviétiques), des statiques (Type 63 chinois) et deux versions artisanes propres à tube unique mais lancement simultané (Zilzel⁹ « tremblement de terre », et des imitations convaincantes de Fath iraniens¹⁰). En général, les roquettes ont été très peu utilisées par l'EI (utilisation recensée en août 2014) pour un barrage d'artillerie, qui n'a pas montré son efficacité.¹¹

Missiles antichars. L'Etat islamique a récupéré un certain nombre de missiles antichars de fabrication soviétique ou russe, ou des pièces iraniennes ou alors américaines, comme le TOW. Son stock est limité à ses prises de guerre, mais peut se refaire rapidement au vu du commerce issu de la revente des dotations américaines, turques et qataries fournies aux unités de l'armée syrienne libre.

Défense anti-aérienne

Canons anti-aériens. L'EI possède un nombre non négligeable de canons anti-aériens entre 14 et 57mm. La plupart sont utilisés en dehors de leur cadre d'engagement prévu dans le combat contre des blindés légers ou pour regagner en puissance de feu.

MANPADS. L'EI possède au moins une dizaine de systèmes portables anti-aériens de fabrication russe, chinoise ou nord-coréenne mais n'opère aucun *Stinger*, contrairement aux opinions établies.

Il est encore peu clair pour affirmer que c'est avec des systèmes similaires que l'EI a descendu l'avion d'un pilote jordanien en décembre dernier.



Ecrans de fumée. L'EI recourt également à des moyens anti-aériens rudimentaires, comme les feux d'hydrocarbure ou de caoutchouc, pour gêner les désignateurs lasers des avions de la coalition.

Commandement

Expérience militaire. Depuis 2012, l'EI a développé un pool de cadres très motivés, aguerris par leurs expériences du combat en Syrie ou alors issue de leur engagement des Balkans ou Tchétchénie. Ces leçons ont été institutionnalisées par l'EI qui a fait la démonstration de leur application réussie en juin dernier notamment.

Renforcé dès la prise de Mossoul par le JRTN (Jaysh Rijal al-Tariqa al-Naqshbandiyya), groupe d'ex-officiers généraux batthistes ayant été exclus du pouvoir, l'EI a acquis des cadres supérieurs méticuleux, expérimentés et planificateurs chevronnés pour la conduite de ses campagnes militaires se déroulant en cohérence avec la politique de l'organisation.¹³

Conduite des opérations. Contrairement à leurs contrepartis réguliers, les commandants de l'EI disposent d'une marge de manœuvre importante. L'objectif est défini par le supérieur, et le commandant dispose de tous les moyens à sa disposition pour accomplir la mission.

Face à des forces régulières empêtrées par dans plusieurs niveaux hiérarchiques, le commandement décentralisé de l'EI permet au commandant de capitaliser immédiatement sur une faiblesse du dispositif et ainsi emporter la décision. Connaissant en général l'intention de celui-ci, il peut en outre passer plusieurs jours à plusieurs semaines sans recevoir d'autres instructions, illustrant le *principe de contrôle centralisé mais d'exécution décentralisée*. Le commandant combat généralement au cotés de ses troupes et peut ainsi infléchir rapidement le cours d'une bataille.

La présence des commandants au combat se vérifie par le nombre de mort élevé de ceux-ci aux cotés de leurs troupes. En outre, étant donné la liberté accordée aux commandants, tout signe d'incompétence ou de loyauté incertaine est sanctionné de mort.

Communications. Les combattants de diverses origines peuvent se retrouver face à des difficultés de langage ; dans ce cas, ceux-ci se regroupent en unités linguistiques, binôme ou groupe avec un traducteur. Ces difficultés ne posent pas de problème tant que le commandant et ses cadres parlent la même langue.

Entre le niveau opératif et tactique, les ordres sont transmis soit par téléphone, soit par homme de liaison, le but étant d'éviter au maximum les communications mobiles : il s'agit d'éviter la mise sur écoute ou la géolocalisation. Certains rapports avaient fait état depuis juin en juin de la capture en Irak de matériel de transmission crypté¹⁴, qui aurait permis à l'EI de sécuriser ses communications à distance. Les directives et les publications de l'EI indiquent maintenant que cette possibilité n'a pas été engagée ou n'a pas pu l'être. De fait, les transmissions radio demeurent une préoccupation pour l'EI en raison de l'absence de cryptage à l'échelon tactique.¹⁵

Suite aux frappes de la coalition, l'EI a mis en garde ses combattants par rapport à l'utilisation de Twitter

(géolocalisation possible) et a interdit l'utilisation de produits Apple, craignant probablement des vulnérabilités logicielles ou backdoor installés sur le système pour épier les communications et documents.

Combat

Reconnaissance. Ne disposant pas de forces aériennes, l'Etat islamique opère des drones commerciaux comme le *Phantom FC40*. Equipés d'une caméra communiquant avec un moniteur (smartphone) et pilotés à distance, ces drones permettent à l'EI de pallier à son manque de reconnaissance aérienne pour un prix minime (\$400-800) et un coût d'entretien dérisoire. Petits, maniables, pilotables sans entraînement et pouvant voler indétectés, ces drones sont des pièces importantes du dispositif de reconnaissance de l'EI, qui ne pêchent que par leur courte autonomie.

En l'absence de drones, l'EI utilise les fusils à lunette de ces combattants pour se faire une image à distance de la situation. Parfois, la caméra vidéo avec zoom peut être également engagée.

En zone urbaine. En environnement urbain, le fantassin se déplace à pied et circule par des boyaux aménagés de façon à protéger les combattants. Comme les forces rebelles avant eux, l'Etat islamique compense sa vulnérabilité aux bombardements d'artillerie et d'aviation par un réseau importants de tunnels reliant différents points d'appui entre eux. Ceux-ci permettent également de faire des caches d'armes en profondeur dans le dispositif adverse, d'intervenir sur les arrières de l'adversaire, de soigner des blessés à l'abri ou encore de miner des bâtiments-clés de l'adversaire.

Le reste du combat est généralement similaire aux expériences passées (Stalingard, Grozny) à l'exception que l'EI peut utiliser un certains nombre de combattants-suicides pour semer la confusion dans le dispositif adverse avant une attaque. Par ailleurs l'EI fait un grand usage des engins explosifs improvisés ou voitures piégées¹⁸ pour semer la trouble dans les rangs adverses.

L'EI fait usage d'un grand nombre de snipers pour des missions d'interdiction ou pour démoraliser l'adversaire.

En zone ouverte. Après une reconnaissance du terrain, l'EI attaque généralement en plusieurs temps. Les jours de mauvais temps sont particulièrement privilégiés car ils permettent d'évoluer sans la crainte d'une intervention de l'aviation ennemie. Plus la visibilité est faible, plus l'EI évolue à l'abri des regards et des tirs directs.

Dans un premier temps, un véhicule suicide (piloté par un kamikaze) est dirigé vers un point faible du dispositif adverse avec comme objectif de se faire détonner devant un objet critique (généralement un portail) et de créer la confusion et le désarroi chez l'adversaire.

Avec le temps et l'expansion de son parc véhicule, l'EI recourt de plus en plus aux tanks¹⁹ ou camions blindés comme véhicules suicides pour accroître la réussite de ses véhicules-suicide, souvent détruites à mi-chemin de leur objectif. En août 2014, l'EI a utilisé jusqu'à trois véhicules (blindés) suicides en même temps, suivie de douze opérations suicides à pied afin d'ouvrir des routes d'accès

à la localité fortement défendue de Jalula, en Irak.²⁰ Afin de bénéficier de l'effet de surprise maximal, les kamikazes ont revêtu l'uniforme irakien lors de l'assaut d'une base au nord de Bagdad.²¹

Une fois la brèche créée, les combattants se ruent à travers celle-ci avec leurs technicals. Combinant initiative, feu de suppression et motivation des combattants, les défenseurs sont déjà moralement affaiblis quand les fantassins débarquent, qui se chargent de nettoyer la zone de poches de résistance ou de poursuivre les fuyards. Une opération réussie provoque la fuite des combattants adverses. Ceux-ci, débordés par le flux d'information (ou le non-flux) sont fortement stressés et découragés en l'absence d'une réaction rapide de leur commandement ou alors en la mort de leurs officiers. Dans ce cas-là, l'EI peut écraser son adversaire à la débandade, d'autant plus si l'attaque est précédée d'une subtile opération de guerre de l'information.

Dans ce type d'offensive, le maintien de l'élan (au moyen d'un feu de suppression constant, de la surprise et de la souplesse) est crucial pour l'EI, qui en fait une force principale : il peut envelopper et défaire des forces supérieures en nombre malgré un équipement plus léger.²³

Consolidation et opérations de défense

Peu habitué à conduire des opérations de défense, l'EI dispose cependant d'un moral des troupes élevé. Mais l'EI établit régulièrement des structures défensives pour consolider ces acquis : creusement de tranchées,²⁴ constructions de remblais, minage du terrain, tout est entrepris afin de bloquer la mobilité d'une potentielle contre-attaque adverse.²⁵

Dans ce cadre, l'EI exploite le terrain dans toutes ces possibilités : dans le nord de l'Irak, il fait inonder des terrains et en Syrie crée des fortifications en zone boisées²⁶ (à l'abri des regards), complexes de tranchées et de tunnels formant un ensemble solidaire de défenses, lui permettant de déplacer une partie de ses troupes à l'offensive ailleurs.

Cependant, les récents revers de l'EI vont pousser l'organisation à se spécialiser dans les opérations défensives. Dans ce cadre, l'EI fait actuellement construire un complexe d'ouvrages antichars alternants des fossés et des barricades²⁷, dont l'efficacité sera mise à l'épreuve si l'offensive conjointe des Peshmergas et de l'armée irakienne pousse jusqu'à Mossoul.

G. C.



Notes :

- 1 <http://www.almasdarnews.com/article/isis-issues-mandatory-conscription-men-syria-iraq/>
- 2 LISTER, C. (novembre 2014). *Profiling the Islamic State*, Brookings Doha Center Analysis Paper (Number 13), p. 17.
- 3 <https://twitter.com/Aquila2407/status/562979109501153280/photo/1>
- 4 <http://breakingdefense.com/2014/09/isis-force-remains-low-tech-dod-data/>
- 5 <https://justpaste.it/gazwaa>
- 6 <https://twitter.com/DhardaaYazeed/status/561955114622013442>
- 7 <http://breakingdefense.com/2014/09/isis-force-remains-low-tech-dod-data/>
- 8 <https://twitter.com/markito0171/status/502215852360335360>
- 9 <https://twitter.com/Hannibalum/status/548090941085843457>
- 10 https://twitter.com/AVTI_TRITON/status/529668860979740672
Voir <http://www.mindexcenter.ir/product/fath-nafez-40mm-anti-armor-rockets>
- 11 KNIGHTS, Michael. (august 2014). *ISIL's Political-Military Power in Iraq* in CTC Sentinel, vol 7, issue 8.
- 12 <https://twitter.com/HalaJaber/status/512943321669705728/photo/1>
- 13 KNIGHTS, Michael. (august 2014). *ISIL's Political-Military Power in Iraq* in CTC Sentinel, vol 7, issue 8.
- 14 <http://www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2014/06/16/advanced-radios-captured-by-iraqi-insurgents-could-spell-trouble/>
- 15 <http://kurultay.fr/blog/?p=125>
- 16 <http://www.dji.com/product/phantom>
- 17 <http://geographicalimagination.com/2014/11/08/degrees-of-intimacy/>
- 18 KNIGHTS, Michael. (august 2014). *ISIL's Political-Military Power in Iraq* in CTC Sentinel, vol 7, issue 8.
- 19 <https://twitter.com/charliewinter/status/540071504579657728>
- 20 LISTER, C. (novembre 2014). *Profiling the Islamic State*, Brookings Doha Center Analysis Paper (Number 13), p. 18.
- 21 <https://twitter.com/DanieleRaineri/status/439858700577427456>
- 22 <https://www.youtube.com/watch?v=Vto1pLFD8Ko>
- 23 KNIGHTS, Michael. (august 2014). *ISIL's Political-Military Power in Iraq* in CTC Sentinel, vol 7, issue 8.
- 24 https://twitter.com/Charles_Lister/status/523748852709724160
- 25 KNIGHTS, Michael. (august 2014). *ISIL's Political-Military Power in Iraq* in CTC Sentinel, vol 7, issue 8.
- 26 KNIGHTS, Michael. (august 2014). *ISIL's Political-Military Power in Iraq* in CTC Sentinel, vol 7, issue 8.
- 27 <http://www.thetimes.co.uk/tto/news/world/middleeast/iraq/article4331657.ece>

*La colonne du Chef de l'Armée***Chères lectrices, chers lecteurs,**

En novembre dernier, des partenaires civils et militaires se sont entraînés à la gestion de crise dans le cadre de l'exercice du réseau national de sécurité 2014 (ERNS 14). Le bilan est très positif. L'exercice, durant lequel les principes militaires se sont avérés efficaces, nous a permis d'apprendre de nos erreurs..

Il nous reste toutefois à agir au niveau des compétences. La sécurité reste, comme jusqu'à présent, du ressort des cantons. Toutefois, lorsqu'une catastrophe d'ampleur nationale survient, il n'est pas improbable que les acteurs individuels ne puissent plus faire face seuls à la situation. La coordination et la conduite au niveau national sont alors fondamentales. C'est donc des cantons dont peut s'inspirer la Confédération, en mobilisant ses forces et en les déployant de manière polyvalente, comme le font leurs états-majors de conduite. Ces organes clés créent les conditions nécessaires pour que les politiques, secondés de spécialistes, puissent diriger les opérations efficacement. Pour ce faire, il est important que le travail d'état-major soit effectué avec compétence.

Nous avons également appris qu'il est inutile de réinventer la roue : en situation de crise, les méthodes simples déjà assimilées par les cadres ont fait leurs preuves. Comme vous ne l'ignorez pas, l'armée forme annuellement près de 1'000 lieutenants et utilise, pour l'essentiel, les mêmes processus (rythme de conduite) que les cadres de la protection civile, des écoles de police, de nombreux organes cantonaux de conduite ainsi que d'autres organisations de crise. Cette méthodologie pourrait également s'avérer pertinente pour d'autres états-majors de crise civils à l'échelon de la Confédération.

Enfin, nous avons appris qu'il est inutile de faire preuve de fausse modestie : sans l'armée, de tels résultats ne pourraient pas être atteints. Cette conclusion n'est pas surprenante car nous disposons des capacités et des ressources nécessaires dans tous les domaines clés, qu'il s'agisse de l'aide au commandement, des compétences de conduite, du génie/sauvetage, des affaires sanitaires, du service vétérinaire, de la transmission, de la protection, du transport ou encore des forces de réserve. C'est la raison pour laquelle notre armée doit être bien représentée, sans prétendre vouloir tenir les rênes ou contester le rôle d'autrui, mais parce qu'elle constitue l'unique réserve stratégique pour la sécurité du pays.

Cdt C André Blattmann
Chef de l'Armée





Le pont d'Inguri constitue le seul point de passage motorisé.
Toutes les illustrations © Auteur.

International

La Géorgie en quelques mots

Alexandra Häfliger

Stagiaire diplomatique à l'Ambassade de Suisse en Géorgie

La Géorgie est un pays plutôt inconnu au du large public en Suisse. Cependant, il se considère en tant que pays européen, moderne, plein d'opportunités et recherche à se rapprocher de l'Ouest.

En même temps, la Géorgie se trouve dans un contexte caucasien complexe. La guerre avec la Russie en 2008 a perturbé les relations avec son voisin au Nord et aggravé les conflits internes existants avec ses régions séparatistes, notamment l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie.

Aperçu historique

Situé entre les montagnes du Grand Caucase et la Mer Noire sur l'ancienne route de la soie, la Géorgie bénéficie d'une position stratégique importante, ce qui lui a amené de multiples invasions ottomanes, perses et russes. Durant les turbulences de la révolution bolchévique en Russie, la Première République fut proclamé en 1917. Cependant, l'indépendance ne fût que de courte durée : en 1921 l'Armée Rouge envahit le jeune pays et établit ici la République socialiste soviétique de Géorgie qui persista jusqu'à la chute de l'Union Soviétique en 1991.



Suite à un nationalisme croissant au sein des multiples ethnies dans la région, les années 90 furent marquées par deux guerres civiles autour de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Le gouvernement du pays, enfoncé dans la pauvreté, ne contrôla guère les différents clans dans le pays. Ce fût la « révolution des roses » non-violente en 2003 avec à sa tête le futur président Mikheil Saakachvili qui transforma ce pays en démocratie moderne et ouvra les portes pour son développement par des réformes économiques drastiques. En 2012, le premier changement de gouvernement pacifique eut lieu suite aux élections générales, portant au pouvoir le parti politique « Rêve géorgien » de l'homme fort du pays, le milliardaire et homme d'affaires Bidzina Ivanichvili.

La guerre russo-géorgienne de 2008

La tentative du président Saakachvili de reprendre le contrôle sur l'Ossétie du Sud par la force en août 2008, déclencha un conflit armé avec la Russie, cette dernière venant au secours de la région séparatiste et soutenant l'Abkhazie à ouvrir un deuxième front. Suite à cette guerre éclair d'une semaine à peine, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud se déclarent indépendantes. Elles furent reconnues en tant qu'états par la Russie. Par conséquent, la Géorgie rompit les relations diplomatiques avec la Russie et les deux parties choisirent par la suite la Suisse pour la représentation de leurs intérêts. Une solution à ces conflits est recherchée lors des discussions internationales de Genève sous la coprésidence de l'Organisation pour la Sécurité et Coopération en Europe (OSCE), l'Union Européennes (EU) et de l'Organisation des Nations Unies (ONU) depuis plus de six ans. Sur le terrain, l'European Union Monitoring Mission (EUMM) observe le respect du cesse le-feu.

Europe ou Asie ? – perspectives de développement pour la Géorgie

La Géorgie se considère clairement comme un pays européen et cherche à se rapprocher de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et de l'UE. L'OTAN accepta a priori la sollicitation de la Géorgie à devenir membre au sommet de Bucarest en 2008, sans lui offrir jusqu'à présent le *Membership Action Plan* souhaité et nécessaire. Avec l'UE, la Géorgie signa un accord d'association ainsi qu'un accord de libre-échange (DCFTA) en juin 2014. Malgré cette orientation claire vers l'Ouest, le gouvernement actuel s'applique à améliorer les relations avec la Russie en dépit de l'absence de relations diplomatiques, notamment sur le plan commercial.

Une région fragile mais pleine d'opportunités

La situation politique au Caucase est complexe. Les deux voisins au Sud de la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, se disputent au sujet du Haut-Karabagh. En raison de ses similarités culturelles, religieuses et linguistiques, la Turquie au sud-ouest de la Géorgie soutient Bakou, en plus d'avoir un propre conflit avec l'Arménie concernant la reconnaissance du génocide de 1915. Anxieuse d'une escalade des conflits, la Géorgie essaie de maintenir l'équilibre entre ses voisins et tente de s'établir comme hub dans la région. Par exemple, sur son territoire passe l'oléoduc amenant du pétrole azéri de la Mer Caspienne en Turquie et finalement en Europe.

A. H.

Adaptation : It col Nicolas Winteregg.





Le Conseiller fédéral Didier Burkhalter avait rendu visite à l'IPRM à Ergneti en juin 2014 dans sa fonction de président en exercice de l'OSCE.

International

«Nous essayons de stabiliser la situation avec les moyens que nous avons, mais il serait faux de parler d'une normalisation.»

Alexandra Häfliger

Stagiaire diplomatique à l'Ambassade de Suisse en Géorgie

Un thème central de la présidence suisse de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) en 2014 était de promouvoir le dialogue et restaurer la confiance dans le Caucase du Sud. Afin d'atteindre ce but, le Conseiller fédéral Didier Burkhalter avait nommé M. Angelo Gnädinger représentant spécial de la présidence de l'OSCE pour le Caucase du Sud. Il a été confirmé dans sa fonction par la présidence serbe de l'OSCE en 2015.

Monsieur l'Ambassadeur, vous êtes le représentant spécial de la présidence en exercice de l'OSCE pour le Caucase du Sud depuis le 1^{er} janvier 2014. En quoi consiste votre mandat ?

Je suis chargé de représenter la présidence de l'OSCE par rapport à l'ensemble des conflits non-résolus au Caucase du Sud. Mon rôle comme l'un des trois co-présidents des discussions internationales de Genève sur le conflit autour des deux régions séparatistes de la Géorgie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud est probablement le plus visible. Je soutiens et accompagne également les efforts de médiation de l'OSCE concernant le conflit autour du Haut-Karabagh.

Les discussions internationales de Genève ont été établies suite à la guerre entre la Russie et la Géorgie en août 2008. Quels sont le format et le contenu de ces négociations ?

Les discussions internationales de Genève sont l'instrument principal pour le dialogue entre toutes les parties impliquées dans ce conflit. Il s'agit de réunions régulières sous l'égide de l'Union Européenne, des Nations Unies et de l'OSCE dont la dernière séance, qui fût la 30^e, s'est déroulée en décembre 2014. Le format de ces discussions est unique. En effet, l'asymétrie entre ses participants est frappante et constitue l'une des principales difficultés. Deux membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies y participent, soit la Russie et les Etats-Unis, et le processus est guidé par les trois grandes organisations internationales mentionnées auparavant.

La Géorgie, cependant, est un petit pays souverain, alors que l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud sont des entités non reconnues sur le plan international. En plus de cette asymétrie, le fait qu'on ne discute pas du statut futur des entités séparatistes qui constitue le cœur du problème, crée de difficultés supplémentaires. On traite les questions de sécurité ainsi que les problèmes humanitaires qui ont été engendrés par les conflits armés dans deux groupes de travail séparés, mais on ne parle pas du point central de la dispute qui est devenu « the elephant in the room ». Le processus est donc extrêmement fragile.

On ne discute pas du statut futur de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, tout en espérant que cette question pourra être résolue ultérieurement, quand on aura trouvé des solutions dans les autres domaines ?

Tout à fait, c'est cela l'approche de tous les participants. Mais malgré cette déficience, c'est grâce aux discussions de Genève que le cessez-le-feu négocié en 2008 a pu être consolidé et qu'on a pu ramener un sens de sécurité à la population dans la région. En effet, la situation sécuritaire sur le terrain est relativement calme actuellement.

Un des instruments clés pour veiller à ce que la situation sur le terrain reste calme est le dit Incident Prevention and Response Mechanism (IPRM). De quoi s'agit-il exactement ?

Comme le nom le suggère, l'IPRM a comme but de prévenir ainsi que de répondre à des incidents de sécurité sur le terrain. Dans ma fonction de représentant de l'OSCE, je facilite avec le chef de la European Union Monitoring Mission (EUMM), Ambassador Kęstutis Jankauskas, les rencontres mensuelles concernant l'Ossétie du Sud qui ont lieu dans une tente de l'EUMM au village de Ergneti sur la frontière administrative entre le territoire contrôlé par Tbilissi et celui contrôlé par les forces de Tskhinvali avec le support des Gardes-frontière russes. Pendant ces réunions, les responsables de sécurité de Tbilissi, Tskhinvali ainsi que des Gardes-frontière russes traitent

sous notre égide de diverses questions : les arrestations de personnes lors de leur traversée de la frontière administrative, les problèmes de criminalité ainsi que les soucis concrets de la population locale. Il faut savoir que de nombreuses familles ont été séparées suite au conflit et que les villages ont souvent été coupés en deux. Il y a des paysans qui n'ont plus accès à leurs terrains, des écoliers qui doivent traverser la ligne de démarcation pour aller à l'école, du bétail qui est « perdu » de l'autre côté et doit être récupéré, des systèmes d'irrigations communs, etc. Bref, il y a tout un système social et économique qui a été détruit par le conflit et est paralysé par la situation actuelle. Malheureusement, on n'arrive pas toujours à résoudre ces problèmes lors des réunions. Le succès des pourparlers dépend en grande partie de la bonne volonté des participants. Nous essayons de stabiliser la situation avec les moyens que nous avons, mais il serait faux de parler d'une normalisation. Car la situation n'est pas normale.

L'instrument équivalent pour l'Abkhazie, l'IPRM à Gali est suspendu depuis 2012. Comment voyez-vous les chances d'une reprise du dialogue ?

En effet, les réunions mensuelles à Gali n'ont pas lieu en ce moment et leur reprise fait l'objet de négociations actuellement. L'Ambassadeur Turunen des Nations Unies, le facilitateur de ces rencontres, s'ingénie à trouver une solution concernant la composition des représentants des parties qui forme l'obstacle principal. Cependant, l'IPRM n'est pas le seul mécanisme disponible pour assurer la communication entre les parties sur le terrain. Il y existe également tant pour l'Abkhazie que pour l'Ossétie du Sud une hotline qui fonctionne 24 heures sur sept jours, opérée par l'EUMM et les agents de sécurité de Tbilissi, des entités séparatistes et des Gardes-frontières russes. Néanmoins, nous espérons qu'un consensus concernant l'IPRM à Gali sera trouvé bientôt et que le dialogue se poursuive.

La Géorgie ne maintient plus de relations diplomatiques avec la Russie depuis 2008. Cependant, le parti politique actuellement au pouvoir, le « Rêve Géorgien », s'est fortement investi pour une amélioration des relations outre diplomatiques, surtout sur le plan économique. Comment cela se traduit sur les efforts menés lors des discussions de Genève sur la Géorgie ?

En 2011, en prévision du veto de la Géorgie concernant l'adhésion de la Russie à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), un accord fût trouvé qui permet à la Géorgie de recevoir certains dons sur le commerce entre la Russie et les entités séparatistes. Ces négociations russo-géorgiennes ont été menées avec la médiation de la Suisse qui est la puissance protectrice des deux pays. Ce n'est, cependant, qu'avec le changement de gouvernement en 2012 qu'un dialogue direct plus régulier a lieu. Il s'agit notamment des rencontres entre l'Émissaire du Premier Ministre géorgien pour les relations avec la Russie, M. Zurab Abashidze, et le Vice-Ministre des affaires étrangères russe, M. Grigory Karasin, d'habitude à Prague. Dans ce processus parallèle aux discussions internationales

de Genève, ce sont principalement les questions d'ordre économique qui sont traitées. Depuis l'ouverture de ces pourparlers, le commerce entre les deux pays a repris. C'est ainsi également que les vols réguliers entre Tbilissi et Moscou sont réintroduits. Les relations diplomatiques par contre sont toujours inexistantes.

En novembre 2014, la Russie a signé un traité d'alliance et de partenariat stratégique avec l'Abkhazie. Des négociations sur un traité similaire, mais encore plus rigoureux, avec l'Ossétie du Sud, sont en cours. Comment interpréter ces développements ?

Le fait que la Russie signe des accords avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud n'est pas un phénomène nouveau. En effet, après que la première reconnaisse l'indépendance des deux entités séparatistes en 2008, toute une série de traités a été conclue en matière de sécurité, de commerce, etc. Cependant, selon le droit international ainsi que l'expression politique de la plus grande partie de la communauté internationale, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud demeurent territoire géorgien et ne forment pas des états indépendants et souverains. Par conséquent, tous ces accords internationaux qui ont été signés sans respecter les lois géorgiennes n'ont aucune valeur en droit international. Néanmoins, ils sont l'expression d'un rapprochement de facto entre ces deux régions et la Russie. Les nouveaux traités d'alliance et de partenariat expriment une crispation politique supplémentaire qui a d'ailleurs été un sujet important lors des dernières discussions internationales de Genève.

Cette approche d'annexion de territoires étrangers par des moyens « légaux » comme la conclusion de traités internationaux nous rappelle la perte de la Crimée par Kiev l'année passée par vote populaire. Quelles influences ont les événements actuels en Ukraine sur la situation au Caucase en général, et sur la Géorgie en particulier ?

Il ne faut pas confondre les situations. Chaque crise politique doit être abordée et analysée dans son contexte en tenant compte des circonstances particulières et locales. De mettre en parallèle les événements en Ukraine tels quels, d'ailleurs beaucoup plus tragique et dramatique que la situation actuelle au Caucase, avec le conflit russo-géorgien ne serait pas précis. Ceci dit, il est clair que la crise en Ukraine a mené à une détérioration réelle des relations géopolitiques entre la Russie et ses alliés d'un côté et les pays de l'UE et les États-Unis de l'autre. Évidemment, ce refroidissement des relations se reflète aussi sur la situation au Caucase du Sud et complique la recherche de solutions. Dans ce sens-là, il y a tout à fait une influence de la crise en Ukraine sur la région.

La mission de l'OSCE en Géorgie qui avait été établie en 1992 suite à la première guerre entre Tskhinvali et Tbilissi a vu la Russie s'opposer à la prolongation de son mandat en décembre 2008. Cependant, une présence de l'OSCE sur le terrain serait certainement utile. Comment voyez-vous l'avenir de l'organisation à ce sujet ?

L'OSCE est toujours disposée à assumer son rôle dans toutes les trois dimensions, notamment les dimensions politico-militaire, économique et environnementale ainsi qu'humaine, sur l'ensemble du territoire géorgien. Le problème est que l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud s'opposent à être couvertes par une mission OSCE basée à Tbilissi. Etant donné cet obstacle, l'OSCE se concentre pour l'instant sur ses activités plutôt que sur les structures. Cette approche pragmatique nous permet d'accomplir notre travail, d'être opérationnel, dans l'attente que les problèmes politiques puissent être résolus de manière plus globale.

Cependant le manque d'accès pour quasiment tous les acteurs internationaux, y compris l'OSCE, aux territoires contrôlés par l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud laisserait désirer une solution rapide...

En effet, l'accès sur les régions séparatistes est très limité. Comme une résolution du problème politique mentionné plus haut n'est pas en vue, nous envisageons actuellement une solution intermédiaire. Plus concrètement, le compromis serait de créer un OSCE-Mobile Support Team basé à Vienne qui se rendrait régulièrement tant à Tbilissi qu'à Tskhinvali et Sukhumi pour préparer et soutenir les IPRM et les discussions de Genève. Les consultations pour ceci sont toujours en cours.

La présidence suisse de l'OSCE en 2014 avait mis un accent particulier sur la jeunesse et la société civile. Comment considérez-vous leur rôle dans la résolution des conflits en Géorgie ?

L'inclusion de la jeunesse et de la société civile dans la résolution du conflit est absolument capitale. Le conflit qui a débuté avec la dissolution de l'Union Soviétique n'a pas pu être résolu depuis une génération. Contrairement à la guerre de 1992, le conflit armé en 2008 était relativement court et limité. Les jeunes d'aujourd'hui n'ont alors pas participé eux-mêmes à la guerre. Par conséquent, ils n'ont pas la haine ou ce sentiment de revanche que les gens ayant souffert directement des événements éprouvent potentiellement. Par contre, suite à l'aliénation entre les régions séparatistes et Tbilissi, les jeunes n'ont guère contact avec leurs homologues de l'autre côté de la frontière administrative, ce qui complique le rapprochement. Malgré toutes ces difficultés, je reste positif quant au potentiel des jeunes dans ces conflits. J'ai constaté un très grand intérêt de leur part pour la situation politique et la résolution des conflits ce qui n'est pas seulement bienvenu, mais aussi très nécessaire. A la fin, il s'agit de leur région, leur avenir, leur vie.

Est-ce qu'il y a déjà des instruments en place qui permettraient d'utiliser cette ressource dans la résolution du conflit ou cela reste un souhait sans action concrète ?

La Suisse a soutenu et soutient toujours des efforts afin que les jeunes et aussi d'autres personnes puissent se rencontrer dans le cadre universitaire, artistique, culturel ou encore professionnel. Mais cela reste trop limité pour ouvrir les vannes.

La médiation et la résolution de conflit requiert à la fois patience, sensibilité politique et esprit d'ouverture envers les idées innovatrices. Qu'est-ce qui vous motive à continuer dans ce processus plutôt lent et ardu et d'où prenez-vous votre inspiration ?

Il faut avoir une curiosité de base et un intérêt pour les êtres humains derrière les problèmes. Ma motivation est de découvrir les sorts, les difficultés et les rêves de ces personnes qui se sont trouvés tout d'un coup dans une situation pour laquelle, très souvent, ils n'y sont pour rien. Ils ont vécu des traumatismes et beaucoup d'entre eux cherchent des solutions, même si, malheureusement, leurs idées pour le progrès ne coïncident pas toujours les unes avec les autres. Malgré toutes les difficultés que l'on peut rencontrer dans ce genre de processus, l'intérêt pour cette essence humaine au-delà des problèmes politiques est à mon avis ce qui finalement rapproche les uns des autres.

Tbilissi, 23 janvier 2015

A. H.

Adaptation : Lt col Nicolas Winteregg.

Bio express

L'Ambassadeur Gnädinger est actuellement le représentant spécial de la présidence en exercice de l'OSCE pour le Caucase du Sud. Avant d'occuper cette fonction, il était responsable de la médiation politique au Centre pour le dialogue humanitaire de Genève. Monsieur Gnädinger a été directeur général du CICR de 2002 à 2010 et dispose de nombreuses années d'expérience dans la gestion des conflits, la médiation politique et les questions de droit international public. Il représente notamment l'OSCE lors des Discussions de Genève sur la sécurité et la stabilité dans le Caucase du Sud.

L'Ambassadeur Gnädinger accompagne une patrouille de l'EUMM près de la frontière administrative avec l'Ossétie du Sud.





L'ancien pont ferroviaire à Shamgona est l'un des cinq points de passage contrôlés entre l'Abkhazie et le territoire contrôlé par Tbilissi.

Toutes les photos © Auteur.

International

En patrouille avec l'EUMM

Alexandra Häfliger

Stagiaire diplomatique à l'Ambassade de Suisse en Géorgie

Ce matin d'août 2014, nous nous annonçons auprès des agents de sécurité à l'entrée grillagée du *Field Office Zugdidi* de la *European Union Monitoring Mission* (EUMM). Après le contrôle de nos documents d'identité, le programme que la Mission a mis sur pied pour nous commence par un rendez-vous de politesse avec le chef suppléant du *Field Office* qui nous donne la bienvenue dans son bureau. À notre question sur le nombre moyen de visites de diplomates étrangers accrédités en Géorgie – telle que la nôtre – et d'autres visiteurs qu'il reçoit, il nous répond qu'environ une à deux visites par semaine. Evidemment, l'information et la transparence de ses activités ont une grande importance pour l'EUMM, afin d'assurer un impact maximal de son travail ainsi que de renforcer sa crédibilité.

Notre journée se poursuit par une présentation théorique de la Mission par Alexandra, une brillante jeune analyste politique en provenance de Roumanie. Elle nous explique l'origine et les bases légales de l'EUMM qui fût établie suite au conflit armé entre la Russie et la Géorgie en août 2008 autour des régions sécessionnistes de Géorgie, notamment l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. Ce fût le traité de cessez-le-feu du 12 août 2008, arrangé par le Président français à l'époque, Nicolas Sarkozy, dans sa fonction de Président en exercice de l'Union Européenne qui mit fin à cette guerre éclair et qui, en même temps, établit les bases pour l'engagement de l'EUMM. Les tâches de la Mission sont d'empêcher un retour aux hostilités, de faciliter la reprise d'une vie normale et en sécurité pour les communautés locales des deux côtés des frontières administratives avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, de créer de la confiance entre les parties du conflit ainsi que de guider la politique de l'UE en Géorgie et dans la région. Mais comment est-ce que l'EUMM remplit ces tâches dans la pratique ? Après une heure d'introduction en salle de briefing, nous partons avec l'une des patrouilles en direction de la frontière administrative avec l'Abkhazie. Il s'agit d'une équipe composée de trois observateurs et d'un traducteur civil et armée uniquement avec un bloc-notes, des jumelles et un appareil photo. Le contact entre

les deux voitures tout-terrain est assuré à l'aide d'une radio à courte portée. Michael, le chef de l'équipe ce jour-là et officier dans l'armée Bulgare, explique aux collègues ainsi qu'aux visiteurs l'itinéraire à suivre et les buts de la patrouille. Il y a cinq postes de passage officiels, le plus important étant le pont sur la rivière frontalière Inguri. Contrairement aux autres endroits, le passage en véhicule motorisé est possible ici. Mais ce ne sont que les véhicules du Comité International de la Croix Rouge qui ont l'autorisation de traverser et de circuler des deux côtés du pont. Tous les autres navetteurs utilisent le chariot tiré par un cheval qui assure le lien entre les transports publics des deux côtés de la frontière administrative. Ou encore, ils traversent à pied comme, c'est le cas aux autres passages.

Le premier endroit que nous inspectons est Shamgona. Le pont ferroviaire est détruit. Mais les habitants de la région l'utilisent toujours pour traverser le fleuve, pieds nus, avec sur leurs dos d'énormes sacs remplis de noisettes. En effet, c'est la saison de la récolte et le prix sur le territoire contrôlé par Tbilissi est nettement plus élevé qu'en Abkhazie. Jan, policier suédois et collaborateur de l'EUMM, nous dit qu'ils ont même observé des gens transporter un réfrigérateur de cette manière. La règle veut que tout ce qu'on peut transporter soi-même ne soit pas soumis à des restrictions ou taxes douanières. Les hommes et femmes qui doivent traverser le pont un par un, sont attendus par un chariot. Il n'y a pas de transport public qui mène ici.

Nous continuons notre tour le long de la frontière administrative, tout en veillant à ne pas la franchir grâce au système de géolocalisation. Malgré la stipulation dans le traité de cessez-le-feu d'août 2008 selon laquelle l'EUMM aurait accès à tout le territoire géorgien pour ses activités, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud refusent de donner l'autorisation pour patrouiller sur les territoires sous leur contrôle. Les Gardes-frontière russes, sur place suite à des nombreux accords, y compris en matière de sécurité, entre l'Abkhazie et la Russie, ont construit et bâtissent toujours des fortifications de frontière telles que



Un observateur de l'EUMM au bord de la rivière Inguri qui forme en grande partie la limite entre l'Abkhazie et le territoire contrôlé par Tbilissi



Notre patrouille devant l'EUMM Field Office à Zugdidi.

Un navetteur transporte un sac de noisettes.



des clôtures et des fossés. Néanmoins, certains tronçons restent ouverts. Ils sont principalement utilisés par les habitants n'ayant pas les documents nécessaires pour traverser la frontière administrative de manière légale. En effet, sans « passeport » abkhaze ou l'ancien passeport de l'Union Soviétique, le passage en Géorgie serait généralement empêché par les Gardes-frontière russes. Le risque lors d'un passage irrégulier n'est cependant pas négligeable ; il s'agit de chemins non sécurisés et des cas de noyade sont malheureusement reportés de temps en temps. Les navetteurs risquent également de recevoir des amendes et, en cas de violation réitérée, des arrestations peuvent survenir.

Un des plus grand succès depuis le début de la Mission était l'établissement d'une *hotline* en 2011. Il s'agit d'une mesure de rétablissement de la confiance entre les parties, à travers laquelle l'EUMM et l'Abkhazie (respectivement l'Ossétie du Sud) peuvent prendre contact avec l'EUMM et vice-versa en cas d'urgence. De cette manière sont organisés par exemple les transferts d'urgence aux hôpitaux sur le territoire sous contrôle de Tbilissi.

La patrouille se termine vers 15 heures par un débriefing commun au *Field Office*. Nous sommes fatigués, moins que de la patrouille mais bien de la chaleur. Il fait 40°C dehors et pas de brise pour nous rafraîchir un peu. Mais nous nous considérons quand même chanceux. L'EUMM patrouille 24/7 et pas seulement dans les régions accessibles en voiture. Les expéditions dans les régions montagnardes du Caucase sont certainement plus épuisantes que la nôtre. Etant donné ce mandat de monitoring permanent sur les frontières administratives avec l'Abkhazie depuis le *Field Office* à Zugdidi d'un côté, et avec l'Ossétie du Sud depuis les bureaux équivalents à Mtskheta et Gori de l'autre côté, il n'est pas étonnant que des ressources personnelles et financières importantes sont nécessaires pour accomplir cette mission. En plus des patrouilles, les *Field Offices* possèdent deux sections supplémentaires : *Compliance* et *Human Security*. La première s'occupe de tous les aspects légaux concernant les différents accords signés avec les parties à la suite du traité de cessez-le-feu en 2008. La section Sécurité Humaine par contre analyse les besoins humanitaires et les violations en matière de droits de l'homme en relation avec le conflit et ses conséquences. Au total, la Mission compte près de 200 collaborateurs venant des 28 pays membres de l'UE. Le budget actuel de la Mission est de EUR 26'650'000, assuré par tous les pays membres.

Quelques jours après notre visite à Zugdidi, nous retrouvons les informations récoltées lors de la patrouille au briefing hebdomadaire organisé par le Quartier Général de l'EUMM à Tbilissi pour la communauté diplomatique, qui informera par la suite les capitales du monde entier des événements sur place. L'EUMM contribue ainsi non seulement à la stabilité sur le terrain aux deux frontières administratives, mais elle permet également que des décisions fondées puissent être prises au niveau politique afin de poursuivre les efforts pour la résolution des conflits territoriaux en Géorgie.

A. H.

Adaptation : Lt col Nicolas Winteregg.

News

SACEUR en Suisse

Le commandant suprême de l'OTAN en Europe (Supreme Allied Commander Europe) ont visité l'Académie militaire de l'Ecole polytechnique de Zurich et ont participé à un cours pour sous-officiers supérieurs à Berne. Le général Philip M. Breedlove est le 17e SACEUR, en fonction depuis le 13 mai 2013. Son quartier général –le Strategic Headquarters Supreme Headquarters Allied Powers Europe (SHAPE)– comprend un état-major de conduite des opérations (ACO à Mons, Belgique) et un commandement de la Transformation (ACT à Norfolk, Virginie). Le quartier général politique de l'OTAN est, quant à lui, basé à Bruxelles.

SHAPE



Le général Breedlove a 59 ans et est originaire d'Atlanta, en Géorgie. Il a commandé plusieurs quartiers généraux basés en Europe - notamment le commandement des forces en Afrique et la composante aérienne basée à Rammstein. Il a par ailleurs commandé plusieurs unités de chasse (8th, 31st Fighter Wings, 80th Fighter Squadron) où il a notamment été pilote sur F-16 *Fighting Falcon*.





Forces aériennes

World Economic Forum

Arrivé le jeudi soir, on se met direct dans l'ambiance lors de mouvements de police aérienne nocturne avec un atterrissage en sortant de la voiture suivi de peu de l'allumage des prochaines machines.

Les mouvements sont très exigeants pour les pilotes, avec un décollage de 2 machines de nuit (*Hornet*) et 4 machines de jour (2 *Hornets* et 2 *Tigres*).

Ces mouvements se répètent tôt le matin jusque vers minuit avec un décollage chaque heure, suivi environ 15min après de l'atterrissage des pilotes relevés de leur circuit d'attente.

Pour le côté des spotters (photographes) et nous étions je pense plus de cent chaque jours, il en est tout autre, nous sommes en janvier, et je dois dire que la région est vraiment glaçante...surtout que nous ne sommes pas vraiment en mouvement pour nos attentes de la prochaine activité. Mais ceci fait parti du « folklore » WEF pour les passionnés qui parfois viennent de loin (Italie, France, Belgique, Luxembourg, Hollande... etc...)

Pour en conclure, félicitations à nos pilotes, militaires et logistique en général présents pour assurer la sécurité de notre ciel et à l'année prochaine pour le prochain WEF.

Texte et photos © Neo-Falcon











Armement

Des activités porteuses pour l'économie

Philippe Zahno

Secrétaire général GRPM

Il est fondamental de maintenir en Suisse un savoir-faire pointu dans les domaines de l'aviation, de la défense et de la sécurité en général. Ces secteurs sont techniquement exigeants. Les entreprises qui s'y consacrent bénéficient d'un savoir-faire hautement qualifié et transposable dans d'autres domaines d'activités. De plus, elles participent à la sécurité du pays en maintenant une industrie de proximité dans un domaine sensible. Si personne n'y prend garde et si les aspects économiques éclipsent les préoccupations stratégiques, le niveau technologique d'une partie de l'économie helvétique pourrait rapidement ne plus soutenir la comparaison internationale.

Le Groupe Romand pour le Matériel de Défense et de Sécurité (GRPM) présidé par Markus Niederhauser (Systems Assembling SA, Boudry) s'investit depuis 1987 dans la création d'un environnement favorable aux entreprises romandes actives dans le marché du matériel de défense et de sécurité civil et militaire. En l'occurrence, il s'agit d'un véritable travail de Sisyphe tant il est nécessaire de répéter les mêmes messages et de convaincre des personnes et des cercles souvent renouvelés. Dans ce combat, l'inscription dans la durée joue un rôle fondamental. Prenons l'exemple du *Gripen* : des dizaines d'entreprises misaient sur des retombées directes. Elles sont déçues et se demandent comment elles maintiendront savoir-faire et emplois. Cette déception ne doit pas conduire à baisser les bras mais à s'impliquer plus encore dans le travail de fond (lobby, influence, conditions-cadres, etc) en faveur des futures programmes d'acquisition de la Confédération.

Afin d'offrir à ses membres des informations et un réseau de première main, le GRPM est en contact étroit avec les responsables du DDPS, de l'armée, d'armasuisse, de Swiss ASD (AeroSpace and Defense Industries Association Switzerland), de la STA (Société suisse Technique et Armée), du CSTD (Cercle de travail sécurité et techniques de défense) ainsi que du SECO (Secrétariat

d'Etat à l'économie). Des liens sont également entretenus avec les grands donneurs d'ordre internationaux. Ces relations privilégiées permettent au GRPM de présenter des prestations de premier choix notamment dans la mise en réseau. D'autres activités comme le lobby politique sont moins spectaculaires mais pas moins importantes. Le GRPM a depuis longtemps élargi son champ d'activités et ne se limite pas au secteur classique de l'armement. L'informatique, les machines et l'immobilier par exemple sont particulièrement visés et soutenus par le GRPM.

Le Grouperomand pour le matériel de défense et de sécurité a pour objectifs essentiels de créer un environnement favorable aux entreprises romandes actives dans le secteur, de renforcer l'image de ces entreprises auprès des instances et organes civils et militaires, privés ou publics, impliqués dans l'évaluation, la préparation et la décision concernant le matériel de défense et de sécurité. Le GRPM représente ces entreprises romandes, défend leurs intérêts en tant que corps intermédiaire dans leurs relations avec l'Etat, en particulier l'armée et armasuisse, avec les milieux politiques et les médias. Le GRPM mène enfin ou participe à des activités particulières tendant à favoriser le développement du domaine de la défense et de la sécurité.

Concrètement, l'association offre à ses membres une plate-forme d'information et de réseautage à multiples niveaux, notamment en organisant des événements, des rencontres B2B, la mise à disposition d'adresses de fournisseurs de la Confédération, des conférences, des vitrines de compétences dans les foires et expositions, des rencontres avec les parlementaires fédéraux, etc. Elle mène le marché des affaires compensatoires en coopération avec ses homologues alémaniques et armasuisse.

Le GRPM est particulièrement actif dans le cadre de la lutte contre le phénomène des crédits restants. Il s'agit des montants portés au budget de l'armée mais pas



utilisés par celle-ci. En fin d'année, on entend souvent les responsables de l'armée annoncer fièrement ne pas avoir utilisé tout l'argent à disposition. En fait, ces « économies » ne tiennent pas la route politiquement et provoquent souvent des haussements de sourcils auprès des politiciens. Le GRPM a rencontré en 2014 le chef du DDPS, le directeur d'armasuisse et de nombreux parlementaires. Il a rendu le monde politico-administratif attentif au fait que l'industrie n'a aucune compréhension pour les crédits restants, plus d'un milliard de francs en trois ans, l'équivalent de 5000 hommes/année. Ce sont des centaines de millions qui pourraient être consacrés aux acquisitions en attente. Le GRPM a fait des propositions précises : le DDPS, avec le Parlement fédéral, peut et doit mettre en place un système prévoyant l'attribution des

crédits restants à des dossiers techniquement approuvés par armasuisse et validés par les instances politiques. A cette fin, armasuisse doit être dotée du personnel nécessaire pour l'évaluation des produits et le Parlement doit pouvoir donner son aval à une liste préparée par le DDPS. Rien de très compliqué en fin de compte, encore faut-il une réelle volonté politique de mise en oeuvre.

Si rien n'est entrepris contre la passivité stratégique en matière d'équipements de défense et de sécurité, l'industrie suisse du secteur entrera (est déjà partiellement entrée) dans une spirale dont l'aboutissement est connu : à la demande diminuée succédera la baisse de la production, la réduction des fonds à disposition pour la recherche et le développement, la fermeture de l'accès aux technologies,



la perte de compétence, la réduction de la compétitivité, la diminution des emplois, et finalement la fin des activités et les délocalisations. Stopper cette spirale ne doit pas être le résultat purement économique des lois du marché mais le fruit d'une volonté stratégique et politique.

Le GRPM contribue activement à cette prise de conscience. Il a récemment déposé à Berne une série de propositions allant de l'amélioration de la planification (planifications réservées, prévisionnelles, alternatives) à une accélération des processus. A cette fin, les effectifs d'armasuisse doivent être adaptés si nécessaire et la gestion des risque généralisée. Il s'agit de viser le long terme tout en gagnant en certitude de planification à court terme. L'industrie doit absolument être incluse dans les négociations d'accords compensatoires. Le GRPM exige des achats proportionnels en Suisse romande ; il est d'avis qu'au-delà des grands principes des marchés publics et des appels d'offres, il y a une large place pour un véritable « Suisse Romande Buy Act » qui prenne véritablement en compte les intérêts de l'économie helvétique.

Ph. Z.



La production d'armes et de munitions, ainsi que la maintenance ou encore la modernisation des systèmes d'armes nécessitent une industrie nationale d'armement diversifiée, intégrée sur le plan international et performante. Photo © Bat car 14.





ELCA

Armement

Instruments de bord pour l'aviation.

Technologie « duaks? »

Toutes les photos © ELCA via l'auteur.

L'industrie de l'armement en Suisse: entre un hypothétique développement de l'armée, la disparition des grands projets, les restrictions budgétaires et les restes de crédits: *Quo Vadis?*

Christophe Gerber

Ingénieur, sous-directeur et responsable du domaine Defence, Police & Space chez ELCA Informatique à Lausanne

Etat des lieux: De quoi parle-t-on?

La notion d'industrie de l'armement est souvent mal comprise et mal acceptée.

- Mal comprise, notamment par l'utilisation du terme « fourre-tout » : industrie de l'armement. D'autant plus que ce terme est réducteur, car l'on parle d'un domaine plus étendu que celui seul des armes.
- Mal acceptée, tant par le grand public que par les militaires eux-mêmes, à cause de la notion de marchand d'arme et du résultat associé, mais aussi à cause de l'image des lobbys industriels dans certains pays.

Pour cette raison et afin d'élargir la réflexion, dans cet article, la notion de *Aerospace, Security & Defence* (en abrégé ASD) sera utilisée.

Le but de cet article est de donner une vue d'ensemble sur l'état actuel de l'industrie ASD en Suisse et un éclairage plus ponctuel sur quelques aspects particuliers. Le texte n'a pas pour vocation de donner une cartographie exhaustive de ladite industrie.

Spirale descendante: la Suisse a mal à son industrie ASD

Dans les faits, l'industrie ASD purement domestique se détache depuis plusieurs années de son domaine initial

très orienté sur le matériel militaire. Les dernières grosses entreprises du domaine en mains helvétiques sont RUAG et PILATUS. Les autres ayant, soit disparu, soit passé en mains étrangères à l'instar de MOWAG et OERLIKON-CONTRAVES.

Si une société privée comme PILATUS vit un développement en relativement bonne indépendance, RUAG continue à naviguer entre deux eaux. Le groupe se trouve entre une approche libérale, permettant à l'entreprise de se positionner librement sur le marché en tant que fournisseur parmi les autres et une approche plus protectionniste en laissant le groupe dans une situation de monopole dans certains domaines. La confédération, pourtant actionnaire majoritaire, n'est pas représentée dans le conseil d'administration.

Il faut se rendre à l'évidence. Le domaine de la défense n'est pas le centre d'intérêt dans le monde politique. Sauf quand il s'agit de se trouver un terrain de bataille commun, souvent autour d'une histoire de porte-monnaie.

En conséquence, l'industrie ASD se retrouve souvent prise en étau dans ce combat. Le cas récent et malheureux du nouvel avion de combat en est le meilleur exemple. Il faut aussi dire que ladite industrie peine souvent à vendre une image positive, soit par omission, soit par maladresse.

De ce fait, l'avenir à court et moyen terme paraît sombre pour l'industrie ASD et, tant que nous vivons dans un environnement prospère d'un point de vue de la sécurité, nous ne voyons pas d'initiative sérieuse venant inverser cette spirale descendante. L'histoire a montré que seule la catastrophe est mobilisatrice et que l'émergence d'une situation de crise oblige alors les décideurs à s'intéresser vraiment au domaine et à mouiller leur chemise pour la cause sécuritaire. En dehors d'une telle période, peu nombreux sont les politiciens qui se risquent à prendre sous le bras... le maintien d'une solide industrie ASD en Suisse!

Les développements qui ont eu lieu ces dernières décennies semblent plus liés à une réalité économique des différents groupes qu'à une réelle stratégie de la Confédération sur sa politique d'acquisition.





Pourtant les bases légales existent :

- Principes du Conseil fédéral en matière de politique d'armement du DDPS ¹
 - Bases stratégiques des acquisitions d'armements ²
- Elles ne sont malheureusement que trop peu appliquées car souvent méconnues.

En contrepartie, pour éviter que le DDPS ou armasuisse se trouvent sous les feux de la rampe des « affaires » de corruption et autres arrangements du café du commerce, la mode est plutôt à l'attentisme à tous les étages. La crainte hante chaque chef de projet qu'une commission d'enquête lui soit mise sur le dos ou que le service juridique lui freine ses activités.

De ce fait, on applique à la lettre les règles sur les acquisitions des marchés publics, en étant souvent plus royaliste que le roi et en se lançant dans des procédures d'appel d'offres où les projets tirent en longueur et les systèmes arrivent à la troupe en étant parfois déjà dépassés. Pour rappel, la dernière version de notre fameux couteau suisse a bel et bien failli être fabriquée en Chine pour des raisons mathématiques de critères d'évaluation dudit appel d'offre.

Les projets devenant plus technologiques, ils atteignent une complexité qui n'est souvent plus compatible avec les structures actuelles (triangulation état-major de l'armée, armasuisse, industrie), notamment en termes de ressources humaines et de processus.

Pour résultat, les projets d'acquisition peinent à démarrer, sont fragmentés à l'extrême, et sont même parfois gelés, faute de combattants.

Les conséquences visibles sont les utilisateurs finaux, la troupe, qui ne reçoivent pas les équipements dont ils ont besoin et au final, à la fin de l'année, des coquettes sommes rendues à la caisse fédérale, les fameux restes de crédits. Comment alors convaincre le parlement qu'un budget de la défense doit être augmenté, alors que les liquidités à disposition ne sont pas toutes utilisées ?

Volonté d'indépendance, capacité de montée en puissance et marchés compensatoires: miroirs aux alouettes?

Avec un marché domestique ASD devenant de plus en plus petit, les entreprises qui souhaitent vivre de ce domaine ont besoin d'ouvrir leurs activités sur l'étranger. Cela a deux effets bénéfiques sur le système global:

- survie économique et développement de l'entreprise ;
- développement de compétences, échanges technologiques avec des partenaires étrangers, augmentation du savoir-faire national.

Ce type d'ouverture vers l'extérieur, pour des entreprises de taille modeste et dans l'environnement du franc fort, nécessite un accompagnement politique, via

- des projets en collaboration internationale ambitieux et les marchés compensatoires liés, et
- des réglementations sur les exportations souples, au minimum aussi flexibles que les états concurrents.

Dans le domaine de la régulation des exportations, la polarisation politique est telle que les quelques aménagements des règles qui ont eu lieu ces derniers mois ne suffiront certainement pas à redonner un vent arrière à des entreprises en difficulté. L'obligation de délocaliser est parfois une réalité pour les entreprises. Ce qui est regrettable, c'est de devoir délocaliser pour des raisons juridiques, soit pour avoir la possibilité d'exporter et non pour des raisons de coûts. Mais le résultat est le même.

Sur le thème de la montée en puissance. Tout comme notre capacité de défense traditionnelle, une bonne partie de notre capacité industrielle se réduit à une approche « bonzaï. »

La question de savoir ce que nous devons garder comme noyau de base ou de maintien du savoir-faire (en produit, qualité, quantité et durée) afin de pouvoir, le cas échéant, retrouver une capacité complète, est souvent laissée à des considérations économiques. En l'occurrence, pour ce qui est de la capacité industrielle, les lois des marchés décident à la place d'une réelle conduite stratégique.

Nous ne sommes pas seuls. Des pays soi-disant bien plus concernés par les aspects de sécurité vivent le même type de problème de dépendance: Israël, lors du dernier conflit de Gaza en été 2014, s'est retrouvé après quelques jours de combat à court de munitions intelligentes. En cause, une situation politique conflictuelle soudaine avec le fournisseur principal, les USA. Qui eut pensé que ces deux pays puissent soudainement ne plus s'entendre ? Sommes-nous capables aujourd'hui de définir quels seront nos alliés de demain ?

QUID des nouvelles technologies ?

La bonne nouvelle vient peut-être des technologies qu'on peut considérer comme « émergentes ». Dans cette catégorie, nous pouvons trouver le domaine des Technologies de l'Information et des Communications (TIC), de la cybersécurité ou des nanotechnologies. Ces domaines de niche, à haute valeur ajoutée, sont

totallement adaptés au microcosme helvétique. En effet la qualité de notre système éducatif, la réputation de nos hautes-écoles et la concentration géographique ont permis à des régions de développer de vrais pôles de compétences. La Romandie et le bassin lémanique ne sont pas en reste.

Hormis leur émergence, ces technologies se caractérisent également par leur approche dite « *dual-use* », c'est-à-dire que les méthodes mises en œuvre sont utilisables tant dans le domaine civil que militaire.

En effet, alors que la plupart des technologies ont vu leur innovation dans le domaine militaire, les nouvelles technologies ont plutôt l'approche inverse où les organisations sécuritaires bénéficient des innovations civiles. Cette approche différente ne facilite d'ailleurs pas la tâche, tant aux militaires qu'aux industriels, habitués à d'autres champs d'influence.

La difficulté dans ce genre d'industrie est la chasse aux talents et la concurrence féroce entre les entreprises et l'état pour les meilleurs experts.

Cette difficulté est augmentée par la complexité de maîtriser les deux mondes, technologique et militaire. Etant donné que la plupart des acquisitions dans ce domaine sont des systèmes dits de première génération, trouver du personnel civil ou militaire disposant de l'expérience suffisante pour définir ces futurs systèmes et conduire ces projets n'est pas chose facile.

Dans le domaine des technologies de l'information, une fois n'est pas coutume, la Romandie se positionne plutôt bien. Des groupes importants ont soit leur siège dans la région lausannoise, à l'instar de Kudelski ou ELCA, soit des entités de développement importantes tel que le groupe français atos. Pour ces trois exemples, la proximité avec les hautes écoles de la région, notamment l'EPFL, sont un facteur de succès et force est de constater que le centre de gravité des domaines TIC et cybersécurité en Suisse se situe dans cette région. La forte croissance de ces deux domaines pour la défense va sans doute renforcer ce positionnement. En effet, que ce soit pour les systèmes d'aide à la conduite ou pour le secteur du renseignement, les technologies des très gros volumes de données (ou *BigData*) et du *Cloud Computing* vont prendre une part importante du marché. Afin d'être à la pointe de ces domaines, une étroite collaboration entre les utilisateurs finaux, les instituts de recherche et une capacité industrielle de réalisation est indispensable.

Ce qui caractérise ces nouvelles technologies, et les trois exemples cités sont flagrants, c'est que le centre de gravité des activités n'est pas dans le secteur ASD, mais plutôt dans le secteur civil, qui est le vecteur d'innovation.

A la croisée des chemins, dilemme

Il faut se rendre à l'évidence. Tant dans les domaines traditionnels ASD que dans les technologies émergentes, l'évolution de la cartographie industrielle récente n'est pas due à une quelconque approche stratégique mais est le résultat d'une évolution des marchés. Ces marchés, suisses et étrangers, militaires et civils, vont continuer à évoluer positivement, tout comme négativement.

A un certain moment, les instances décisionnelles,

opératives ou politiques, devront avancer et prendre des décisions.

Il y a deux voies possibles :

- 1 Laisser notre avenir sécuritaire dépendre des simples lois économiques et regarder comment le marché va se comporter. Quitte à perdre une capacité propre de production, et pire encore, un savoir-faire qu'il sera difficile de remonter.
- 2 Assurer que la politique d'armement du DDPS soit en adéquation avec la stratégie de sécurité de la confédération et l'appliquer.

Quitte à avoir de temps à autre une approche interventionniste au profit de domaines clés.

En partant de l'idée optimiste que l'on choisira la deuxième voie, quelles seraient les pistes de solutions ?

Serrer les rangs

S'il n'existe pas de solution simple à un problème complexe, une première étape devrait être de renforcer la coopération sur trois niveaux.

- 1 Gouvernance. L'échelon politique fédéral doit jouer son rôle de conduite stratégique du pays. Le maintien d'une industrie ASD adaptée aux ambitions de la Suisse fait partie de cette stratégie. La situation industrielle doit être prise en compte lors des décisions politiques afin d'appliquer cette stratégie. Le monde politique et militaire doit aider les entreprises à faire les bons choix en donnant une visibilité sur les lignes stratégiques et les attentes en termes de production et d'innovation.
- 2 Coopération régionale. Ce n'est pas un secret, mais toute l'administration fédérale n'est pas forcément au courant qu'il y a une Suisse ailleurs que sur l'axe Zürich-Berne. Les régions périphériques doivent être mieux intégrées dans le réseau de sécurité. A plus forte raison lorsque ces régions sont des pôles de compétences, à l'instar du bassin lémanique pour le domaine TIC et Cybersécurité. Pour ceci, le principe d'équité, cher aux marchés publics, devrait être appliqué plus strictement afin de ne pas pénaliser les langues autres que l'allemand de Bavière, le Züri- ou le Bärndütsch.
- 3 Coopération civile-militaire

Il ne doit pas y avoir de concurrence autour des talents entre l'industrie et la confédération. Notre seule matière première étant la matière grise, le réservoir d'expert est trop petit. Il s'agit de se partager ces ressources de manière intelligente et respectueuse. Pour ceci, le système de milice n'est peut-être pas encore assez utilisé.

L'approche en mode silo, où les utilisateurs finaux ne peuvent pas être en contact avec l'industrie et où l'industrie ne doit pas interférer avec le monde académique, n'est pas applicable dans les technologies de pointe. Les israéliens l'ont bien compris avec la création de leur *CyberSpark* à Beersheva, où ils ont mis dans le même quartier les meilleures entreprises du domaine avec la meilleure université et avec les laboratoires de

recherche de la défense. Ces personnes travaillant et vivant au même endroit ont développé une intelligence collective qu'aucune séance ou aucune documentation n'aurait pu développer.

Courage et audace

Même si l'approche n'est pas habituelle pour une nation vivant en prospérité depuis très longtemps, il est nécessaire de faire preuve d'un bon assemblage de courage et d'audace afin d'affronter les challenges qui nous attendent.

- Donnons du rythme dans la prise de décision :
Cassons les schémas habituels et les cycles trop longs pour donner de l'agilité aux processus d'acquisition.
- Acceptons les erreurs, prenons des risques !
La perfection helvétique fera le reste afin de limiter les éventuels effets collatéraux. Il faut accepter de lancer des projets n'ayant pas 100% de maturité au départ. En situation prospère, l'état devrait s'engager dans des vrais programmes d'investissement. On le fait pour les infrastructures, pourquoi pas dans notre sécurité.
- Mettons en place un réel « *Swiss Buy Act* » :
L'argent du contribuable dépensé par la confédération devrait, dans la mesure du possible, être dépensé en Suisse. Aux acheteurs de définir des critères d'acquisition en conséquence.



Est-ce que les instances décisionnelles et le monde politique vont prendre leur rôle de dirigeant stratégique en main ?

Ils ont toutes les cartes en main à l'aube d'une année électorale.

C. G.

NB: Le texte ci-dessus est écrit à titre personnel par l'auteur. L'avis exprimé ne représente ni son employeur, ni les organisations et associations dont il est membre.

1 <http://www.ar.admin.ch/internet/armasuisse/fr/home/themen/beschaffung/rustungspolitik.parsys.36010.downloadList.8500.DownloadFile.tmp/grundsatzetzebrzurruestungspolitikvbsfr.pdf>

2 <http://www.ar.admin.ch/internet/armasuisse/fr/home/themen/beschaffung/rustungspolitik.parsys.36010.downloadList.2150.DownloadFile.tmp/strategischegrundlagenfr.pdf>

Armement

Martin Sonderegger nommé chef de l'armement

Lors de sa séance de mercredi, le Conseil fédéral a nommé M. Martin Sonderegger chef de l'armement à partir du 1er mars 2015. M. Sonderegger était jusqu'alors suppléant à ce poste.

Le chef de l'armement est chargé du développement, de l'évaluation, de l'acquisition et de l'élimination des systèmes et du matériel de l'armée et d'autres clients, ainsi que de la planification et de l'acquisition de l'immobilier pour le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS).

Agé de 56 ans, originaire de Rehetobel (AR) et d'Ostermundigen (BE), Martin Sonderegger passe son diplôme d'ingénieur en machines ETS en 1984. Après avoir travaillé trois ans dans l'industrie des machines, il entre en 1987 au service de la Confédération, où il occupe le poste de chef de projet pour les véhicules blindés, les lance-mines et les canons antichars jusqu'en 1998. Il dirige la section technique des armes de l'infanterie, de l'aviation et de la DCA en 1998-1999 avant de prendre la responsabilité du service Armes de l'infanterie et munitions, ainsi que du projet interne de réorganisation GR XXI, un projet partiel du projet DDPS XXI. De 2004 à la fin de 2008, il conduit la division Systèmes terrestres et munitions, et parallèlement, du 1er mars 2008 à la fin de 2008, il est directeur ad intérim de l'Office fédéral des systèmes d'armes, des véhicules et du matériel.

Martin Sonderegger exerce la fonction de suppléant du chef de l'armement et de responsable du domaine de compétence Systèmes terrestres depuis le 1er janvier 2009. Depuis le départ de M. Ulrich Appenzeller, il a pris avec succès le destin d'armasuisse en main. A l'armée, M. Sonderegger est colonel EMG incorporé à une fraction d'état-major de l'armée.

DDPS





Armement

ELCA

Christophe Gerber

Ingénieur, sous-directeur et responsable du domaine Defence, Police & Space chez ELCA Informatique à Lausanne.

ELCA compte parmi les plus grandes sociétés informatiques en Suisse. Elle propose à ses clients toute la gamme des prestations informatiques d'un seul tenant, du conseil à l'exploitation en passant par le développement. Au bénéfice d'un grand savoir-faire, une équipe de plus de 600 spécialistes conseille les entreprises en vue d'une utilisation optimale des technologies de l'information, développe des solutions efficaces et stables, dont elle assure l'exploitation.

Les clients d'ELCA bénéficient de 45 ans d'expérience sur le marché suisse de l'informatique. Traditionnellement ancrée dans différents secteurs d'activités, la société propose un très large éventail de solutions éditées ou développées spécifiquement selon les besoins des clients.

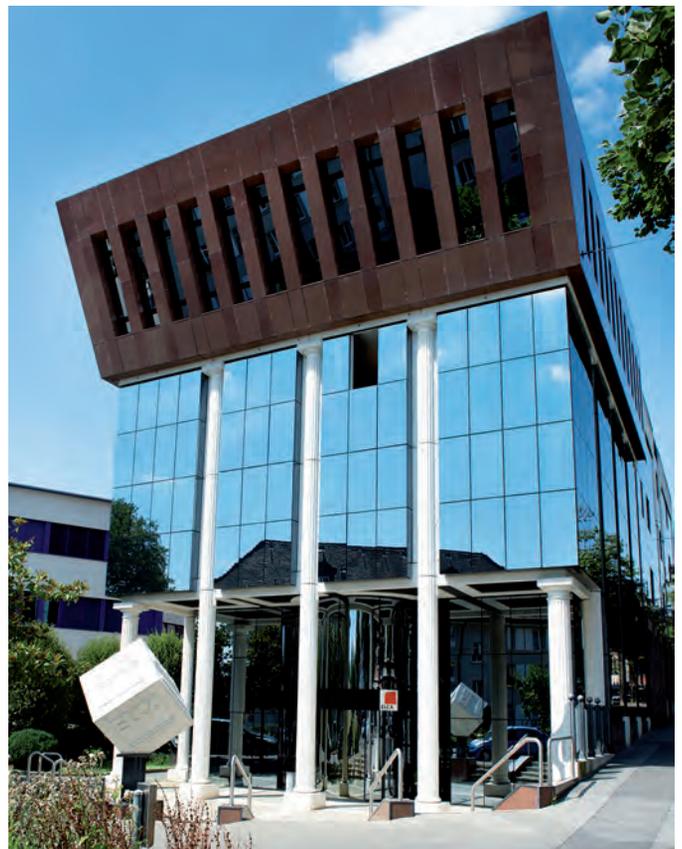
Afin d'intégrer les tout nouveaux concepts et avancées de la recherche dans ses solutions, ELCA entretient un contact étroit avec les Hautes écoles de Lausanne et Zurich. L'engagement continu du groupe dans des activités de recherche et développement, en fait un employeur attrayant pour les jeunes recrues fraîchement diplômées de hautes écoles.

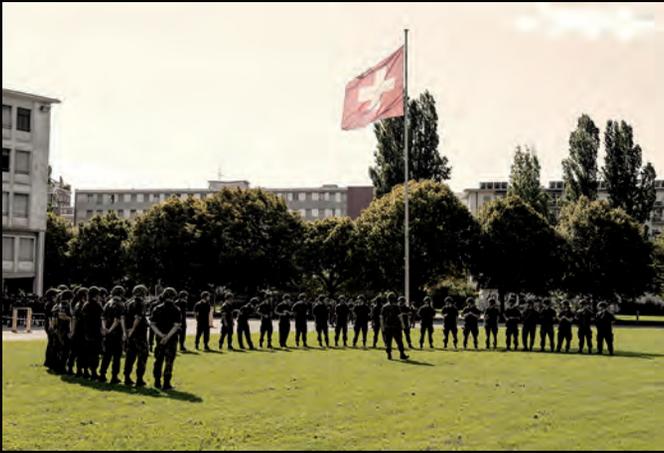
Plusieurs années d'expérience sur le marché associées aux toutes nouvelles découvertes scientifiques constituent le fondement de sa réussite. Dans les équipes, des informaticiens expérimentés travaillent main dans la main avec de jeunes collaborateurs et collaboratrices. ELCA assure ainsi le transfert de compétences au sein des équipes de projet pour offrir des solutions modernes et novatrices aux clients.

Fondée en 1968, ELCA est aujourd'hui présente dans toute la Suisse. Le groupe ELCA est constitué d'ELCA Informatique SA et du spécialiste en billetterie SecuTix SA. Le siège principal de l'entreprise est situé à Lausanne et elle possède des succursales à Zurich, Genève, Berne, Paris, Madrid et Hô Chi Minh-Ville (développement Offshore).

Actif dans le domaine ASD depuis les années 80, le groupe a mis en place plus de 20 systèmes pour les forces armées (systèmes d'information et de conduite, logistique) et pour le secteur du renseignement. Entreprise privée, en mains 100% helvétiques, ELCA a l'avantage de disposer d'un réservoir de plus de 300 ingénieurs de nationalité suisse.

C. G.





Ci-dessus : Préparatifs de la prise du drapeau du bataillon de carabiniers 14 à la caserne des Vernets.
Ci-dessous : Déplacement en train spécial vers le secteur du cours de répétition : Walenstadt - St. Luzisteig.





Prise du drapeau à la Perle du Lac, Genève, De gauche à droite: Lt col Alexandre Czech, commandant du bat car 14 ; br Mathias Tüscher, commandant de la brigade d'infanterie 2 ; colonel Serge Monnerat, Officier supérieur adjoint (OSA) de la brigade d'infanterie 2.





Prise du drapeau à la Perle du Lac, Genève : Maj Thierry Giugni, commandant remplaçant du bat car 14. Cap Diego Carillo, commandant cp EM car 14. Cap Damien Auer, commandant cp car 14/1. Cap Murat Alder, commandant cp appui car 14/4.







Présentation des cadres du bat car 14 au Centre d'instruction au combat Est.
Toutes les photos © Bat car 14

Infanterie

Le bataillon de carabiniers 14

Cap Edric Speckert

PIO bat car 14

Le bataillon de carabiniers 14 a effectué son dernier cours de répétition en Suisse orientale sur les places d'armes du Centre d'Instruction au Combat Est (ci-après CIC Est) de Walenstadt et de St. Luzisteig entre le lundi 18 août et le vendredi 5 septembre 2014. Les cadres du bataillon et la totalité des effectifs de la compagnie carabiniers 14/1 ont quant à eux été convoqués à partir du lundi 11 août, afin de régler les derniers préparatifs relatifs à l'accueil de la troupe.

Pour ce service, le nouveau commandant de bataillon, le lieutenant-colonel Alexandre Czech, a pris la décision d'articuler son unité de la façon suivante : une compagnie d'état-major placée sous les ordres du capitaine Diego Carrillo, deux compagnies de carabiniers, les compagnies carabiniers 14/1 et 14/3 commandées respectivement par le capitaine Damien Auer et le capitaine Abu-Bakr Saleh ; enfin une compagnie d'appui, la compagnie d'appui carabiniers 14/4 dirigée par le capitaine Murat Alder. A l'occasion de ce SIF 2014, les capitaines Damien Auer et Abu-Bakr Saleh ont exercé pour la première fois leur nouvelle fonction de commandant de compagnie au sein du bataillon.

Genève

Ce cours a débuté par une entrée en service de la troupe à la caserne des Vernets dans la matinée, avec une cérémonie de prise du drapeau qui a suivi immédiatement après au Parc de la Perle du Lac. Face au lac Léman et à leur nouveau commandant, les hommes du bataillon ont salué leurs couleurs sous un beau soleil d'été et en présence de nombreux invités en provenance des mondes politique et économique genevois. Le lieutenant-colonel Czech a souhaité à ses subordonnés un bon cours de répétition et leur a présenté par la même occasion ses objectifs pour ce service 2014. Les quelque 900 hommes du bataillon se sont ensuite dirigés à pied en direction de la gare Cornavin pour effectuer un déplacement en train spécial que les CFF avaient mis à disposition de l'armée entre Genève et la Suisse alémanique.

Après un voyage de plus de 4 heures, une fois arrivés à

destination, l'état-major et les compagnies ont finalement pris possession de leurs cantonnements aux différents emplacements qui leur étaient réservés dans le secteur d'engagement : Mels pour l'état-major du bataillon, Castels pour la compagnie d'état-major, Walenstadt pour la compagnie carabiniers 14/1, St-Luzisteig pour la compagnie carabiniers 14/3 et Magletsch pour la compagnie d'appui carabiniers 14/4.

CEZU

L'effort principal de ce cours consistait à exercer le bataillon au combat de localité et au combat de rencontre conformément à la doctrine exposée à travers le nouveau règlement d'engagement de l'infanterie. C'est ainsi qu'en première semaine des exercices à l'échelon du groupe et de la section ont été réalisés, afin de s'assurer de la parfaite maîtrise par la troupe des différentes techniques en matière de combat de localité. En deuxième et troisième semaines, la complexité de l'instruction en formation allant en augmentant, ce sont cette fois des exercices de compagnie qui ont été dirigés par le commandant de bataillon et son remplaçant.

Comme lors du SIF 2012 réalisé à Bure sur la place d'armes du CIC Ouest, l'infrastructure de simulation extrêmement moderne mise à disposition par le CIC Est a permis au bataillon de s'entraîner dans des conditions très proches de la réalité du combat. En effet, à travers cet instrument *high-tech*, tous les systèmes d'armes usuellement employés dans l'infanterie, qu'il s'agisse du fusil d'assaut (F ass 90), de la mitrailleuse légère 05 (Minimi), le fusil de tireur d'élite (Sako), de la grenade à main ou encore du Panzerfaust, étaient équipés d'un laser de type LASSIM et intégrés au sein d'une plateforme virtuelle permettant de gérer la simulation en direct et à distance.

De nos jours, le combat de localité moderne est généralement caractérisé pour les unités d'infanterie par la présence de populations civiles, une situation peu claire, une progression lente dans la profondeur du secteur, un engagement limité des véhicules de combat, un effectif en hommes important et un grand besoin de coordination. Grâce aux infrastructures

de simulation du CIC Est, les chefs ont ainsi pu s'exercer à la conduite de leurs subordonnés dans un environnement complexe et sous la menace directe d'un adversaire animé par la direction d'exercice.

Que ce soit dans le village de combat d'Äuli ou sur les places d'exercices de St-Luzisteig, les compagnies se sont entraînées au combat en formation en fonction des nouveaux principes de conduite et d'engagement de l'infanterie. Après un bref temps d'adaptation et une instruction d'urgence mise en place par le lieutenant-colonel Pellegatta, chef du CIC Est et du major Crittin, les hommes du bataillon de carabiniers 14 ont rapidement pu monter en puissance et ont démontré une belle maîtrise tactique lors des différents scénarios d'exercices auxquels ils ont été confrontés.

HÉLIPOLI

En outre, afin d'optimiser le processus d'apprentissage, des séances d'*After Action Review* (AAR) ont été systématiquement organisées à travers le recours à des écrans de contrôle. Cette démarche a permis de tirer profit des leçons apprises lors des phases de combat et a de la sorte contribué à renforcer de manière significative le niveau d'instruction de la troupe. C'est ainsi que lors de la journée portes ouvertes dénommée HÉLIPOLI, plusieurs représentants des autorités genevoises et les invités du commandant ont pu apprécier, lors de démonstrations spécialement mises en place pour la circonstance, le vaste savoir-faire des carabiniers en matière de combat de localité.

Inspection

A signaler enfin que la compagnie d'appui carabiniers 14/4 et son commandant, le capitaine Murat Alder, candidat EMG, ont été inspectés en milieu de deuxième semaine par le brigadier Mathias Tüscher, commandant de la deuxième brigade d'infanterie. Cette inspection s'est brillamment déroulée, ce dernier obtenant même à cette occasion un «très bon».

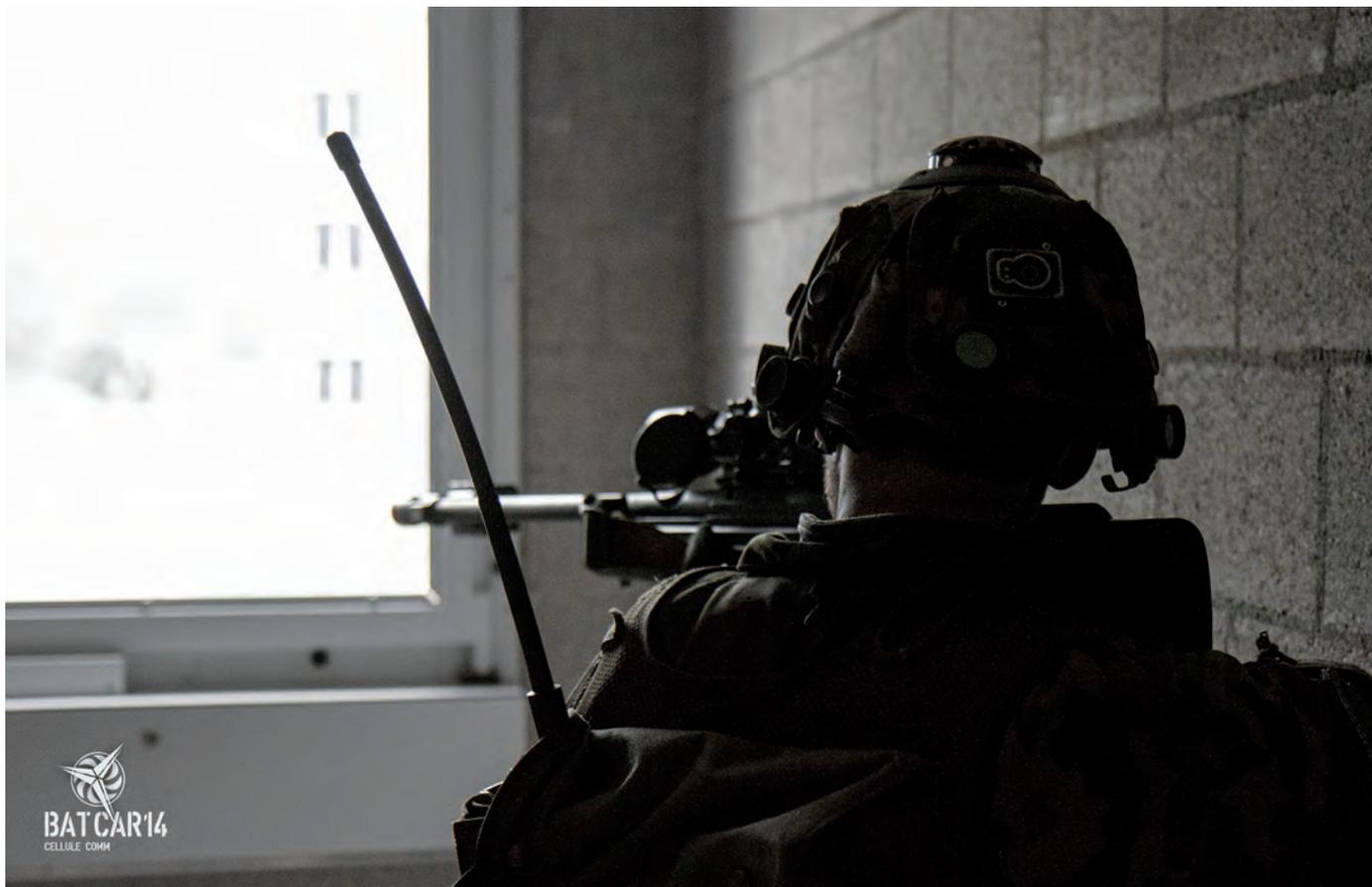
Le prochain cours du bataillon de carabiniers 14 est planifié dans le secteur de Bâle entre le lundi 7 septembre et le vendredi 2 octobre 2015. Le bataillon participera à cette occasion à l'exercice CONEX, conçu dans le cadre d'une mission d'appui aux autorités civiles.

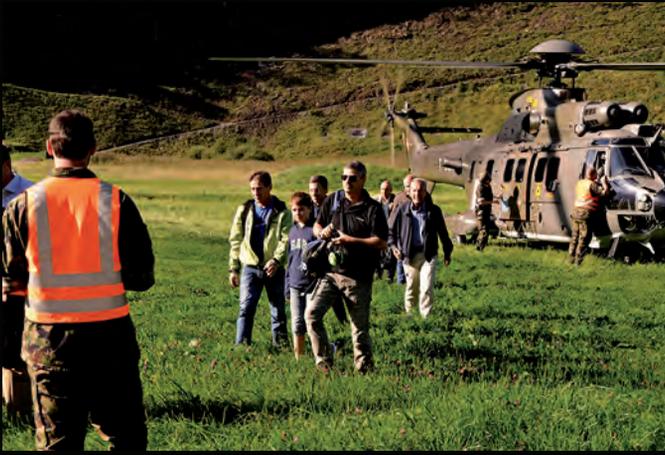
E. S.

Info

L'ordre de bataille du bataillon de carabiniers (identique au bataillon d'infanterie et d'infanterie de montagne) est présenté en 4^e de couverture.

La compagnie « Lourde » 14 compte une section de tireurs d'élite (TE).





L'exercice HELIPOLI 14, qui présente le bataillon de carabiniers genevois à une délégation d'invités, en présence du brigadier Mathias Tüscher.





Présentation des moyens d'un groupe de carabiniers, monté indifféremment sur *Piranha 8x8* ou sur *Duro GMTF*.



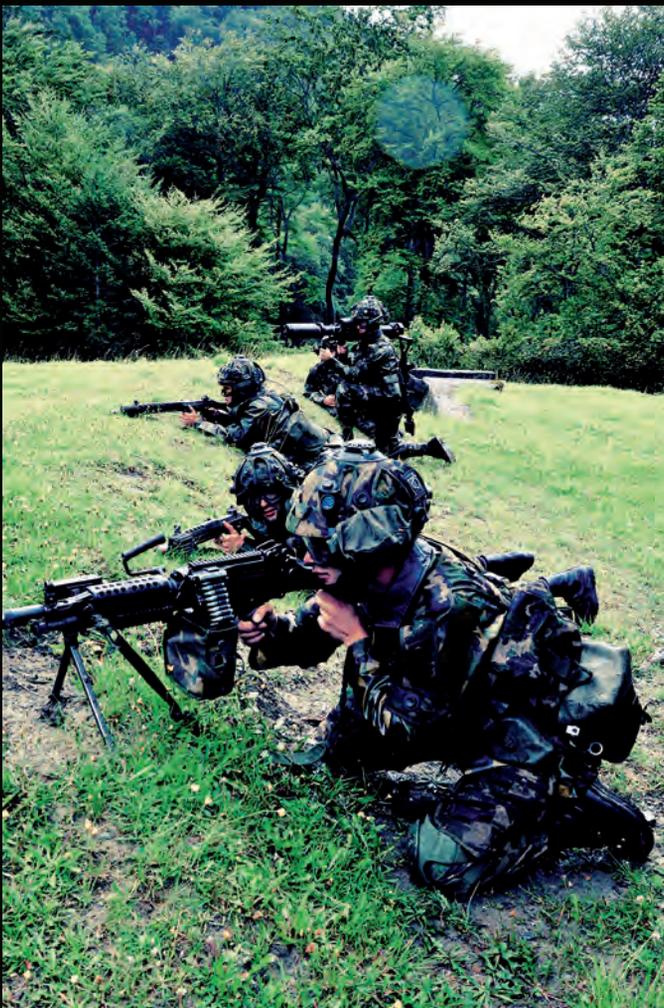


La compagnie d'état-major carabiniers 14 comprend une section d'exploration, équipée de 5 Eagles.





L'armement se compose d'un fusil-mitrailleur (FMDS) « Minimi », d'un Panzerfaust, d'un fusil à lunette.





Exercice HÉPHAÏSTOS – tirs de combat et de nuit, du bat car 14.





La lourde et son commandant, le cap Murat Alder, sont inspectés par le commandant de la brigade d'infanterie 2, le brigadier Matthias Tüscher.





SMG

30.12.2014 : 200^e commémoration de la Restauration genevoise

Lt col EMG Alexandre Vautravers

Président, Société militaire de Genève (SMG)

Chères amies et chers amis,
Je suis descendu de la montagne de Kandersteg pour venir à Genève. C'est un bon bout de chemin, c'est long, trop long, même avec les transports publics ! Que vous soyiez venus ce soir si nombreux pour écouter mon français fédéral, celui d'Emile, m'impressionne et me réjouit. Comme dirait OGI : c'est formidable !

La soirée doit être digne et sérieuse. Avant d'être trop sérieux, pardonnez-moi un peu de légèreté.

Il y a 20 ans, invité par la Compagnie des Vieux Grenadiers, j'avais parlé de contingents fribourgeois et bernois au Port Noir. Le président d'alors m'avait bien gentiment corrigé. Pas publiquement, mais dans une lettre de remerciements. Mon patriotisme m'avait égaré. Il n'y avait pas de Bernois !

Je présente aujourd'hui mes excuses au écoliers qui auraient eu une mauvaise note en histoire à cause de moi.

Je suis fier d'être membre d'honneur de la Société militaire de Genève en tant qu'illustre citoyen. Merci de m'avoir nommé !

Maintenant j'en viens à ma mission. Voilà ce que j'ai préparé avec peine et endurance à Kandersteg, au lieu de skier dans la première neige. « Fertiliser le passé et produire l'avenir, tel est pour moi le présent ». J'ai cité de philosophe allemand Friedrich Nietzsche.

Mes chers Compatriotes, habitantes et habitants de Genève, C'est en citoyen suisse reconnaissant que je m'exprime ce soir, à l'occasion exceptionnelle du 201^e anniversaire de la Restauration de la République de Genève. Je remercie le Comité de la Société militaire de m'avoir fait l'honneur de pouvoir m'adresser à cette magnifique assemblée-citoyenne ce soir, sur cette illustre esplanade de la Treille.

Je veux tout autant exprimer, avec vous, ma reconnaissance au Tout-Puissant pour le bonheur d'être ensemble, ainsi que pour la liberté et la paix durable dont il nous gratifie. Que le Très-Haut puisse nous inspirer dans nos choix comme dans nos actes !

L'Homme vient au monde dans une communauté qu'il ne peut choisir. Cette communauté, c'était autrefois le clan. Aujourd'hui, c'est la Famille et c'est l'Etat. Ce-dernier pourvoit à sa protection personnelle, lui garantit une Patrie, lui donne le droit de posséder des biens, lui assure un maximum de liberté et lui dispense l'instruction par l'intermédiaire de l'école.

En contrepartie, l'Etat lui fait payer des impôts et lui demande certaines prestations. Et les Genevois savent fortement apprécier les institutions hautement démocratiques qu'ils se sont données par eux et pour eux-mêmes : un bel équilibre entre leurs droits et leurs devoirs.

Le 30 décembre 1813, Genève retrouve donc cette indépendance qui lui est si chère après avoir été, malgré elle, durant 15 ans, la préfecture du département français du Léman, intégré dans le Premier Empire.

Mais le verdict des champs de bataille a finalement été défavorable à Napoléon. Les familles patriciennes d'alors, qui avaient présidé aux destinées de la République jusqu'en 1798, se sont concertées pour restaurer rapidement l'indépendance.

Cependant, il ne s'agissait pas de rétablir une cité-Etat mais bien une Genève, futur membre de la Confédération suisse. Genève a de tout temps nourrit des sentiments de belle amitié pour la Suisse depuis le début du 19^e siècle déjà. 200 ans plus tard, c'est une réalité quotidienne qui trouvera sa consécration le 19 mai 2015, lorsque Genève célébrera le bicentenaire de la signature de l'Acte d'Union qui fera d'elle le 22^e canton suisse de

la Confédération, en même temps que les cantons du Valais et de Neuchâtel.

Tout au cours de ma carrière au service de notre cher pays, j'ai pu, d'une part, me rendre compte que Genève est pleinement consciente de son attachement à l'Etat fédéral, son allié fidèle.

D'autre part, je relève que la Suisse a un grand besoin des atouts genevois car votre chère République, simultanément carrefour et concert des Nations, est elle-même un magnifique porte-drapeau de la Paix, symbole de sa rayonnante et exceptionnelle présence dans le monde.

Genève est une chance incomparable, la Genève internationale en particulier. Au cœur de l'Esprit de Genève, il y a ce sens de la solidarité et de l'effort collectif. La variété des pays, des cultures et des races est l'essence même de la valeur de notre monde et fait la richesse de la Cité de Calvin.

Un des fondateurs de la Société des Nations, Aristide Briand, alors qu'il se promenait au bord du lac, s'arrêta pour donner du pain à un quarteron de cygnes.

Le plus fort d'entre eux chassa les autres, considérant que le pain lui revenait d'office. Les autres se rassemblèrent,

entourant le cygne arrogant, et le poussèrent à partager son pain. M. Briand s'exclama alors: «un pays ne peut rien faire seul. La communauté internationale doit réunir l'ensemble des nations et des peuples. *Un pour tous, tous pour un* : tel est l'esprit de notre vaste entreprise! »

Dans cet heureux contexte, j'ai en effet eu la joie et l'honneur d'être à l'initiative de la mise en œuvre de trois grands centres internationaux qui, aujourd'hui, traduisent en tous points ce qu'est cet Esprit de Genève: des qualités d'hospitalité de cœur, une invitation à la tolérance et une détermination historique à s'affirmer avant tout par la force des idées, de l'innovation, des échanges, de la négociation et de l'accueil, en évitant l'usage des armes.

Il s'agit :

- du Centre de politique de sécurité
- du Centre de déminage humanitaire et
- du Centre de contrôle démocratique des forces armées:

La mise en œuvre de ces trois grands centres a été réalisée à Genève et non à Zurich ni à Bâle, ni à Berne, ni même à Kantersteg.

La Compagnie des Vieux Grenadiers de Genève à la Treille. Au-dessus d'eux, les bannières des sociétés militaires et patriotiques genevoises.



J'ai appris par la presse que la Maison de la Paix a été inaugurée récemment. Félicitations! Et mon rêve se réalise.

Si Genève est aujourd'hui une place-forte de la gouvernance mondiale, mes chers Compatriotes, mes chers Genevoises et Genevois d'ici et d'ailleurs, c'est parce qu'elle est consciente de son héritage qui en fait la véritable Capitale mondiale de la conscience humanitaire.

Et cette richesse de l'humain, vous pouvez en être fiers, car elle permet le progrès permanent au service du Bien commun. Et si cette richesse a une grande valeur, c'est beaucoup plus par ce qu'elle signifie que par ce qu'elle représente.

Mais Genève doit aujourd'hui faire face à une concurrence de plus en plus vive en tant que lieu d'accueil d'organisations internationales, régionales et d'entreprises multinationales. La « plus grande des petites villes » doit s'adapter sans cesse à un environnement international nouveau.

Le statut privilégié de Genève n'est plus acquis de manière définitive: c'est en effet devenu une bataille

quotidienne qui doit mobiliser le plus grand nombre d'énergies et de compétences. Mais c'est parfaitement possible, car les hommes et les femmes de bonne volonté ne manquent pas à Genève.

Pour conclure, il me tient particulièrement à cœur, en cet instant solennel, de relever combien la mémoire collective des peuples se renforce et s'enrichit par des rituels communs s'appuyant sur des objets concrets que sont « les lieux de mémoires. »

Et le respect reconnaissant et affectueux que notre assemblée exprime ce soir à notre chère Patrie, et à celles et ceux qui l'ont bâtie, traduit bien ce sentiment aussi noble que puissant d'appartenir à une même et belle communauté, dont la vraie force est celle de la solidarité et de l'amour du prochain, quel qu'il soit.

« Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles. » J'ai cité ici le philosophe latin Sénèque.

Au seuil de l'An nouveau, mes chers Compatriotes, mes chers Genevoises et Genevois d'ici et d'ailleurs, je forme mes vœux d'espoir afin que notre cher Pays, la Suisse, et

Monsieur Adolf Ogi, avec le Président de la SMG.



vos cantons aussi beaux et originaux qu'attachants, puissent poursuivre leur chemin dans le progrès et se donner le bonheur de générer des projets qui grandissent les êtres humains que nous sommes : des projets généreux qui tendent notre vie vers le haut afin que, toutes et tous ensemble, nous puissions nous élever toujours plus au service de la Paix.

Vive la République et canton de Genève ! Vive la Suisse !
Merci de votre patience et de votre attention !

A. O.

Présentation de Monsieur Adolf OGI, ancien Président de la Confédération suisse

Sous sa direction ont été mises en place la réforme de l'Armée 95 et le Rapport sur la Politique de sécurité 2000, baptisé « sécurité par la coopération. »

C'est également sous sa magistrature qu'ont été créés les trois centres genevois : le Centre genevois de politique de sécurité (GCSP), le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF) et le Centre international pour le déminage humanitaire (GICHD) – qui seront bientôt réunis sous un même toit, à la Maison de la Paix.

Grâce à son impulsion, la Suisse a sensiblement accru ses engagements au profit de la promotion et du maintien de la Paix, notamment dans les Balkans : par l'engagement d'observateurs militaires – les bérets « bleus » ou « jaunes » au profit de l'ONU ou de l'OSCE. Mais aussi par l'armement des militaires suisses à l'étranger, possible à partir de 2001. C'est également sous sa direction que les premiers contingents importants ont pu être déployés, à partir de 1999, en Albanie puis au Kosovo.

Vous vous êtes engagé pour la sécurité de notre pays et de nos conditions d'existence, pour la place de la Suisse dans le monde. Vous avez œuvré avec vigueur pour la Genève internationale, pour nos relations économiques avec nos voisins et partenaires de l'Union européenne, pour la montagne et les transports, enfin bien sûr pour le sport en tant que trait d'union entre les peuples. Merci pour vos combats et vos encouragements. Merci d'être parmi nous, en tant que membre d'honneur.



Le plt Olivia de Weck et le cd Guy Reyfer au moment du « toast à la Patrie. » dans le local de la Société à la Rue des Granges.





SNO

Un trimestre dans la vie de la Société Neuchâteloise des Officiers (SNO)

Lt col EMG Jacques de Chambrier

Président, Société neuchâteloise des Officiers (SNO)

Le bal des Officiers du bicentenaire, le 25 octobre à Neuchâtel. L'année 2014 a été marquée par les célébrations du bicentenaire de l'entrée du canton de Neuchâtel dans la Confédération. Il était important pour la SNO de marquer l'évènement de manière festive et digne. En effet, difficile de trouver meilleur symbole de l'intégration d'un nouveau canton que la participation des citoyens de ce dernier à l'effort de défense commun, un effort qui se poursuit sans discontinuité au sein de l'armée fédérale naturellement, mais aussi des autres corps constitués. La SNO a donc célébré le bicentenaire à sa manière en organisant le « Bal des officiers du bicentenaire », le 25 octobre à Neuchâtel. C'était aussi l'occasion pour les officiers de dire merci à leur conjoint pour leur soutien sans lequel Servir ne serait pas possible.

Après un accueil chaleureux du Conseiller communal Fabio Bongiovanni dans le péristyle de l'hôtel de ville pour un apéritif offert généreusement par la commune, la centaine de participants s'est rendue à l'hôtel DuPeyrou pour un excellent repas. Après la traditionnelle tombola, la soirée, s'est poursuivie sur un rythme endiablé jusqu'au petit

L'avenir de la SNO ? Le voilà.



matin dans ce lieu superbe. L'ambiance fut à la hauteur de l'évènement et rehaussée par la présence du président du Conseil d'Etat, le conseiller d'Etat Alain Ribaux, ainsi que par celle des brigadiers Daniel Berger et Lucas Caduff, ainsi que des commandants de la police cantonale, le colonel Pascal Lüthi, et de la région VIII du Corps des gardes-frontières, le lieutenant-colonel Cédric Doleyres.

Assemblée générale 2014 de la SNO, le 13 novembre à Colombier

La SNO a tenu son assemblée générale annuelle le 13 novembre 2014 au Château de Colombier en présence d'une centaine de participants, dont le commandant de corps Dominique Andrey, hôte d'honneur, et les brigadiers Denis Froidevaux, Yvon Langel, Germaine Seewer, Mathias Tüscher et Alain Vuitel.

Le président, le major EMG Jacques de Chambrier, a passé en revue une année 2014 très riche, qui a été marquée notamment par la visite du chef du DDPS, le conseiller fédéral Ueli Maurer, à Neuchâtel en avril, la journée portes-ouvertes du site de Colombier en août, le bal des officiers du bicentenaire en octobre et le centenaire de 1914 en décembre, sans oublier les festivités du 1er mars, la conférence sur le Réseau National de Sécurité (RNS) du colonel André Duvillard en mars, le tir au pistolet en juin, la démonstration du bat génie 2 à Neuchâtel en août, le vernissage au musée militaire de Colombier de l'exposition L'Eplattenier/Züblin-Spiller en septembre, la fête des vendanges de Neuchâtel et l'exercice de nuit de la Région VIII du Corps des gardes-frontières en octobre ou encore la remise du drapeau du bat inf 19 en décembre. 2014 a également vu le renforcement des liens entre la SNO et les autres entités concernées par l'avenir du site de Colombier dans le cadre de concertations, qui doivent se poursuivre, avec le canton au sujet de l'avenir du musée militaire et du restaurant du château.

Tout en maintenant une situation financière saine, 2014 a permis de pérenniser l'existence de la batterie d'artillerie



Le cdt C Dominique Andrey parle à l'AG de la SNO. Le public est attentif. On parle du DEVA. Toutes les photos © SNO.



de la SNO et de poursuivre le recrutement pour maintenir le nombre de membres aux environs de 400.

L'intense programme 2014 a validé l'articulation en groupes de projet du comité, dont la composition évolue quelque peu. Le capitaine Héléne Mock a quitté, comme prévu, la fonction de vice-présidente, qu'elle a assumée avec brio, engagement et efficacité pendant deux ans. Merci à elle ! Elle est remplacée à ce poste par le colonel Gianni Bernasconi. Un nouveau groupes de travail « Jeunes » a été mis sur pied sous la conduite du capitaine Jean-Noël Wildhaber. Il sera notamment appuyé par le premier-lieutenant Guillaume Gremion, nouvellement élu au sein du comité. Par ailleurs, un nouveau poste de chef logistique a été créé et confié au lieutenant-colonel Philippe Montandon.

En ce qui concerne la communication, un nouveau site Internet a été mis en ligne à l'adresse <http://www.ofne.ch/>. En 2015, l'envoi de message électronique sera poursuivi et une décision formelle sera prise quant à une éventuelle affiliation automatique des membres SNO à la RMS avec utilisation de cette dernière comme organe de la SNO.

La partie statutaire a été suivie par un message vibrant du Conseiller national Raymond Clottu, qui a insisté sur l'importance de poursuivre la lutte pour une politique de sécurité crédible notamment en matière de renseignement. Pour sa part, le président de la SSO, le brigadier Denis Froidevaux, a plaidé pour la poursuite des efforts de la SSO - et donc de la SNO - pour assurer un développement équilibré de l'armée avec des moyens suffisants. Il a insisté pour que le dialogue soit maintenu au bon niveau et qu'on ne se trompe pas d'adversaire.

Finalement, le commandant des Forces terrestres et remplaçant du chef de l'armée, le commandant de corps Dominique Andrey a brillamment démontré la nécessité du développement de l'Armée (DEVA) en se basant sur l'évolution réaliste de la doctrine d'engagement de l'armée à la lumière des menaces actuelles.

La soirée s'est poursuivie dans une ambiance fraternelle et chaleureuse par les traditionnels apéritif et choucroute dans les salles des drapeaux et des chevaliers du château de Colombier.

Le message du président de la SNO

Chers membres et amis de la SNO, ce fut un honneur pour moi de vivre une année extrêmement enrichissante avec vous tous. C'est grâce à l'excellent engagement du comité que ce fut possible. Merci à vous camarades ! Grâce à votre travail, la SNO est vivante et est visible. Poursuivons sur cette voie.

Pour 2015, je veux :

- rassembler les défenseurs traditionnels de l'Armée autour de cette dernière ;
- dans ce but, faire connaître les forces blindées et l'infanterie moderne pour rétablir confiance et fierté ;



- parallèlement, maintenir une dimension historique en associant la SNO aux projets Bourbaki et 1914 du canton ;
- en tous temps, suivre activement l'évolution de la politique de sécurité et en informer les membres ;
- soigner les excellentes relations nouées avec le canton et les sociétés voisines y compris en France voisine ;
- finalement, soigner la camaraderie en cultivant les traditions et en organisant en particulier à nouveau un bal.

Bonne année 2015 à tous et vive la SNO !

J. d. C.



Conférence et cérémonie «Centenaire de 1914», le 4 décembre 2014 à Colombier

La SNO, avec l'appui de l'Association des Amis du château de Colombier, du canton de Neuchâtel et de l'école de cadres d'infanterie 1, a organisé le 4 décembre une manifestation en hommage aux Neuchâtelois qui donnèrent leur vie pour le Pays pendant la mobilisation de 1914 - 1918.

Il était important, en cette année du bicentenaire de l'entrée de Neuchâtel dans la Confédération de marquer également un autre anniversaire hautement symbolique, le centenaire de la Grande guerre et de la mobilisation de 1914. Pour les Neuchâtelois, il fallait le faire au château de Colombier non seulement parce que la place fut un haut lieu de la mobilisation et qu'elle reste un des centres nerveux de notre Armée avec le siège de la Formation d'application de l'infanterie, mais aussi et surtout parce que la cour d'honneur accueille le monument aux Morts neuchâtelois de ces terribles années. Les 148 hommes, dont les noms sont gravés dans la pierre, sont nos pères. Ils ont été mobilisés pour assurer la défense du pays, ont fait leur devoir et ne sont pas rentrés en grande partie à cause de la terrible épidémie de grippe dite « espagnole » de 1918. Il n'était décemment pas possible de laisser passer l'année 2014 sans leur rendre l'hommage qu'ils méritent.

La soirée a débuté par une conférence brillante du colonel EMG Jürg Stüssi-Lauterburg, historien militaire de renom et directeur de la Bibliothèque am Guisanplatz (BIG) sur le début de la Première Guerre mondiale et la mobilisation de 1914. Elle s'est poursuivie par une cérémonie émouvante devant le monument aux Morts. Après l'appel solennel des disparus par le président de la SNO et un message profond de l'aumônier du bat inf 19, le capitaine Yvan Bourquin, une couronne de fleur a été déposée conjointement par le président du Conseil d'Etat, le conseiller d'Etat Alain Ribaux, le président de l'Association des Amis du château de Colombier, Philippe Donner, et le président de la SNO, pendant que résonnait « J'avais un camarade. » Alors que les aspirants de l'école de cadres d'infanterie 1 fermaient un côté du carré formé devant le monument, la batterie d'artillerie de la SNO, commandée par le capitaine Jérôme Paccolat, a ensuite tiré une salve d'honneur au mousqueton (une fois n'est pas coutume). Le président du Conseil d'Etat a ensuite rendu hommages aux disparus et la cérémonie s'est terminée par l'hymne national.

SNO

+ SOG | SSO | SSU

Schweizerische Offiziersgesellschaft
Société Suisse des Officiers
Società Svizzera degli Ufficiali

SSO

Pour dîner avec le diable, il faut une longue cuillère...

Br Denis Froidevaux

Président, Société suisse des officiers

Le projet DEVA est entré dans une phase décisive puisque le message du Conseil Fédéral est dans les mains du parlement, Conseil des Etats prioritairement. La SSO a été auditionnée récemment par la SIK SR.

Aussi la SSO l'a dit et le redit, DEVA doit être mené à son terme moyennant des adaptations. C'est donc au parlement qu'il appartient de corriger le projet sur cinq points clefs : le maintien de la défense au sens moderne du terme comme raison d'être de notre armée, des cours de répétition à 3 semaines et non 2, la suppression du plafond des jours de service fixé arbitrairement à 5 mio, l'attribution d'une troisième brigade robuste aux forces terrestres, et last but not least un budget annuel de 5 mia encadré par un mécanisme de planification et de gestion pluri annuel. Certains milieux ne l'entendent pas de cette oreille. C'est sans surprise à gauche que l'on revendique une armée bonzai avec pour objectif à terme sa suppression.

Mais lorsque l'on apprend que certains milieux conservateurs sont prêts à partager la table avec le diable, donc à lancer un référendum avec les milieux de gauche, on est en droit de s'interroger sur le but poursuivi par ces gens là. De mon point de vue cette stratégie est suicidaire, insensée et surtout très dangereuse pour notre armée à court, moyen et long terme. De plus elle n'a aucune chance devant le peuple, sauf dans la perspective d'une réduction de DEVA, ce que veut la gauche. Non bien sûr DEVA n'est pas parfait, mais c'est le seul compromis réaliste en l'état actuel et futur de la situation stratégique. Si l'on est conscient que l'on fait l'armée dont on a besoin et pas celle dont on a envie, alors on acceptera ce modèle dans sa version corrigée. Soyons raisonnables et allons de l'avant avec un modèle cohérent, adapté et crédible...si corrigé. Personnellement jamais je ne dînerai avec le diable, même avec une longue cuillère !

D. Fx.

Ci-dessous et page suivante: Reddition du matériel (REDIMA) du bataillon de carabiniers 14 à Hinwil.
Toutes les photos © Bat car 14.





Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de la défense,
de la protection de la population et des
sports DDPS

Armée suisse

Etat-major de conduite de l'armée
EM cond A
Centre de compétences SWISSINT

**Adresse pour l'envoi de votre dossier
de candidature :**

Etat-major de conduite de l'armée
Centre de compétences SWISSINT
I1 Personnel
Kasernenstrasse 8
6370 Stans-Oberdorf
Tél. 058 467 58 58
recruit.swissps@vtg.admin.ch
www.armee.ch/peace-support

Vous trouverez d'autres offres d'emploi
intéressantes à l'adresse
www.emploi.admin.ch

Engagement militaire à l'étranger

**SWISSCOY
(KFOR, Kosovo)**

Pour le contingent suisse au Kosovo, nous recherchons

des officiers suisses

(officiers de milice ou officiers de carrière)

disposés à relever un défi passionnant pour le compte de l'Armée suisse.
Vous souhaitez faire valoir vos compétences professionnelles et militaires dans un contexte international ?

La nouveauté vous tente ?

www.armee.ch/peace-support

Nous offrons :

- des missions exigeantes (planification, organisation, conduite de l'engagement dans les domaines du renseignement, de la logistique, des opérations, etc.) ;
- une expérience enrichissante sur le plan personnel et professionnel ;
- l'intégration dans un contexte international ;
- une formation intéressante axée sur l'engagement.

Nous attendons :

- de la motivation, de l'expérience et une grande résistance physique et mentale ;
- l'envie de s'engager au service de la communauté internationale ;
- de la sensibilité culturelle ;
- des compétences sociales élevées.



Politique de sécurité

Compte-rendu de la Conférence des présidents du 22 novembre 2014, Berne

Maj Marc-Ariel Zacharia

Rédacteur adjoint, RMS+ et rédacteur en chef du *Bulletin de la Société militaire de Genève (EclairaGE)*

Le 22 novembre dernier se tenait la conférence extraordinaire des présidents de sociétés d'officiers cantonales à la caserne des troupes bernoises à Berne. La conférence extraordinaire, organisée par la Société Suisse des Officiers (SSO), était l'occasion pour les différents présidents de sociétés présents de discuter du nouveau Développement de l'armée (DEVA). Afin de présenter le projet ainsi que de répondre aux différentes questions, le Conseiller Fédéral Ueli Maurer avait fait le déplacement accompagné du chef de l'armée, le commandant de corps André Blattmann, et de son conseiller politique aux affaires militaires, le brigadier Daniel Berger.

La conférence était également l'occasion de rappeler la prise de position de la SSO, par le biais de son président, le Brigadier Denis Froidevaux. La SSO soutient le DEVA mais exige notamment

- un effectif réglementaire de 100'000 hommes minimum;
- un financement de l'armée d'au moins CHF 5 mia par année sur 4 ans;
- une renonciation du plafonnement des jours de service à 5 millions;
- toutes les troupes, en particulier l'infanterie, doivent être formées, entraînées et équipées à chaque échelon prioritairement pour la défense;
- les forces terrestres doivent disposer au minimum de trois brigades robustes;
- la durée des cours de répétition doit être maintenue à trois semaines;
- la reconnaissance du service d'instruction obligatoire des cadres de milice doit être renforcée par des incitations.

Suite à ce rappel de position de la part du président de la SSO, le conseiller fédéral Ueli Maurer a présenté à l'auditoire le DEVA ainsi que répondu aux différentes questions des présidents. En premier lieu, le conseiller fédéral en charge du DDPS tenait à rappeler que le chef de l'armée et lui-même se battent toujours pour avoir

plus mais que le vote final revient aux politiques. Ainsi, il est important selon lui qu'une ligne politique soit bien définie afin d'éviter un referendum.

Réduction des effectifs

La réduction des effectifs a déjà été décidée politiquement. Le DEVA prévoit ainsi un effectif réglementaire de 100'000 hommes alors que l'effectif réel est fixé à 140'000 afin de pouvoir disposer de suffisamment d'hommes pour l'instruction et l'engagement. Cette réduction d'effectif permettra de mobiliser rapidement la troupe qui devra de ce fait être complètement équipée. L'effectif de l'armée devant être réduit, l'armée doit pouvoir s'appuyer sur un niveau de formation des cadres de qualité. C'est la raison pour laquelle le DEVA prévoit un accomplissement de l'ensemble de la formation et de l'école de recrues pour les futurs cadres ainsi qu'un paiement de galons entier, permettant l'acquisition de solides connaissances pratiques.

Appui aux autorités civiles

Concernant l'appui aux autorités civiles, le conseiller fédéral base son argumentation sur la menace. Il y a quelques années, la menace la plus dangereuse pour la Suisse venait de l'Est, aujourd'hui les menaces se concentrent sur les infrastructures, la technologie ou encore les épidémies. Il faut donc être capable de s'adapter à la situation actuelle, où la guerre totale telle qu'on la connaissait n'a plus de raison d'être selon lui. Afin de palier à cette nouvelle donne, l'infanterie doit notamment être capable de soutenir la police en étant correctement instruite et correctement équipée.

Places d'armes

Une des inquiétudes liée à la réduction des effectifs concerne les infrastructures militaires que possède la Confédération et qui pourraient être fermées. Le

conseiller fédéral assure que si une caserne devait fermer dans un canton, l'armée investirait dans une autre afin de réduire à terme les coûts de maintenance. Il a notamment mentionné le cas de la caserne de Moudon : si celle-ci devait être fermée, l'armée investirait dans celle de Chamblon afin de faire diminuer ces coûts de maintenance avec des infrastructures modernes. Néanmoins, Ueli Maurer assure que le concept rencontre quelques problèmes en ce moment et que les différents cas sont encore à l'étude.



Cours de cadres du bat car 14. Toutes les photos © Bat car 14.

Réception des véhicules du bat car 14 au centre logistique d'Hinwil.



Aviation militaire

Suite à la votation sur le *Gripen* du 18 mai 2014, l'armée a été contrainte de mettre le projet de côté. Néanmoins, les difficultés concernant l'armée de l'air demeurent et le conseiller fédéral assure que le but est d'obtenir à moyen terme un nouvel avion de combat ; les F-5 *Tiger* coûtant cher en maintenance et les F/A-18 étant bientôt désuets également. Quoi qu'il en soit, la situation actuelle étant ce qu'elle est, d'autres domaines seront développés au détriment du maintien des F-5 *Tiger* coûtant trop cher.

Pour conclure son intervention, le conseiller fédéral en charge du DDPS rappelle que le but principal pour le DEVA est qu'il soit applicable dès le 1er janvier 2017. Actuellement, la commission de sécurité parlementaire reçoit les différents groupes d'influence. Le parlement devra approuver en mars ou en juin le texte final concernant le DEVA. Si un référendum était lancé, le début de la réforme devrait être déplacé. Ueli Maurer insiste finalement sur le fait que le budget ainsi que l'effectif réglementaire de l'armée sont des choix politiques et qu'il en a été décidé ainsi. Il reste néanmoins un peu de flexibilité sur la réduction des jours de service à 5 millions de jours (et donc 2 semaines de cours de répétition).

Le chef de l'armée, le commandant de Corps André Blattmann, intervient pour donner un contexte militaire afin de justifier les différentes décisions prises dans le cadre du DEVA. L'exemple utilisé s'appuie sur les débuts de la crise Ukrainienne et notamment la position stratégique de la Crimée pour la Russie. Afin d'isoler la Crimée, les russes ont dans un premier temps bloquer les points de communication avec le gouvernement de Kiev et dans un deuxième temps utiliser les médias pour faire de la propagande auprès des habitants de Crimée. Finalement, les forces spéciales ont été utilisées pour apporter un appui aux différentes infrastructures de la péninsule. Le chef de l'armée rappelle qu'aucun appui robuste n'a été nécessaire pour s'octroyer la Crimée. L'exemple démontre selon lui que les points critiques doivent pouvoir être protégés et que pour se faire une armée a besoin de ressources. La Suisse a donc besoin des ressources nécessaires pour pouvoir protéger ses infrastructures notamment. Le DEVA permettra d'apporter ses ressources aux différentes troupes.

Finalement, cette conférence était l'occasion pour les différents présidents de sociétés cantonales de s'informer et de mieux comprendre les tenants et aboutissants du projet de loi sur l'armée appelé DEVA. Et comme le Brigadier Denis Froidevaux l'a intelligemment souligné, il faut être en mesure de reconnaître son ennemi. Et de terminer sur :

« On ne s'assoit pas à la même table que le diable et on ne mange pas avec le diable même avec une grande cuillère »

M.-A. Z.



Armement

Armes laser: C'est aujourd'hui demain...

Col Hervé de Weck

Ancien rédacteur en chef, RMS

Malgré les espoirs suscités en France il y a vingt ans par les lasers de puissance, la déception semble avoir été à la mesure des investissements consentis. Pourtant, force est de constater que la stratégie R&T de l'époque, qui se concentrait essentiellement sur la puissance de la source, n'a retenu que le laser à gaz, tout aussi dangereux dans son maniement qu'inadapté aux exigences de l'emploi opérationnel. A l'image de l'*Airborne Laser* de Northrop embarqué en raison de sa consommation sur un Boeing 747.

Mais depuis quelques mois, une nouvelle génération de démonstrateurs pourrait bien, à terme, révolutionner le marché des armes de courte portée. Les essais menés dans le domaine de la lutte contre la guérilla navale sur l'*USS Cole*, contre les drones et les satellites par la Chine, contre les roquettes dans le cadre du projet israélien «*Iron Beam*» qui doublerait le système *Iron Dome*, en Allemagne contre les obus, ou en France au profit du commando avec le fusil *Reptile*, démontrent que la réalisation d'une arme laser d'une portée de 1000 m est presque devenue un classique pour le top 10 des groupes de défense investis dans le domaine. D'ailleurs la réponse aux incursions de minidrones au-dessus des espaces sensibles est d'ores et déjà sur étagère.

Les travaux menés pour accroître la portée de ces armes se concentrent tous, non plus sur la création du faisceau, mais sur les solutions optiques et mécaniques permettant de concentrer l'action de plusieurs faisceaux sur une cible pendant les quelques secondes nécessaires à sa destruction. Et sur les algorithmes qui permettront de compenser l'effet des perturbations atmosphériques limitant l'efficacité du faisceau au sol. L'ensemble des partenariats industriels constatés rassemblent toujours un fabricant de source, un plateformiste et un opticien. Ainsi avec Sitas, l'Onera et Thales, la France se positionne dans le peloton de tête de la compétition mondiale, même si elle tarde à prendre

position. Pourtant le laser est à l'aube de révolutionner le marché de l'armement.

Jusqu'à présent la graduation de la riposte s'est faite par le choix de la munition adaptée à la menace conduisant à la prolifération de matériels dédiés, du non létal au missile, associée à une logistique et à une maintenance dédiée. Le laser constitue, à proprement parler, une arme multimission qui ne dépend que d'un bouton de réglage de puissance pour prendre le rôle d'un dazzler, d'un sémaphore, d'un fusil, d'un canon, d'une arme anti-projectile ou anti-plateforme, ou d'un brouilleur... selon l'exigence de la situation, tout en assurant une totale maîtrise de son effet.

Quel que soit le type de théâtre, il s'agit également d'un effecteur qui s'adapte à tout type de plateforme et qui frappe en temps réel, le rendant ainsi tout aussi imprévisible puisque invisible. Rupture technologique, rupture opérationnelle, il s'agit aussi et surtout d'une rupture économique. Hormis la modestie de son empreinte logistique, un tir ne coûte en effet que les quelques euros d'électricité et de son stockage. Avec le C4ISR, qui a permis de révolutionner les opérations militaires en associant la permanence de l'action à la permanence de l'information, les lasers représenteront l'une des ruptures majeures en matière d'armement de la première moitié du XXI^e siècle. La question qui demeure pour une nation, dont l'ambition est de rester un acteur de niveau mondial sinon régional, consiste à savoir selon quel rythme et quelles conditions il faudra organiser cette révolution.

TTU N° 955, 26 novembre 2014.



Agenda 1er semestre 2015

samedi 14.03.2015 0900 - 1130	Cours : "Le tir obligatoire pour les officiers" <i>Stand de Vernand, Romanel-sur-Lausanne</i>
lundi 16.03.2015 1900 - 2300	Accueil des nouveaux membres SVO avec visite de cave, suivi d'un souper malakoffs <i>Domaine de la Vissenche, Gilly</i>
samedi 21.03.2015 1600 - 1900	Visite de la Division Sûreté, Aéroport international de Genève <i>Genève Aéroport, Geneve</i>
samedi 28.03.2015	Tir d'accueil + tir des Sages <i>Stand de Vernand, Romanel-sur-Lausanne</i>
samedi 11.04.2015 0900 - 1230	41ème TIR D'AMITIE ASSO/SVO <i>Stand de Vernand, Romanel-sur-Lausanne</i>
dimanche 12.04.2015 Toute la Journée	Trophée du Muveran 2015 <i>Les Plans-sur-Bex, Les Plans-sur-Bex</i>
samedi 25.04.2015 0900 - 1600	Assemblée Générale 2015 <i>Centre Général Guisan, Pully</i>
samedi 25.04.2015 1600 - 2100	20km de Lausanne 2015
samedi 02.05.2015 1100 - 1400	Sortie à la fête de l'Epesse
samedi 09.05.2015 0800 - 1200	Tirs militaires / Tirs obligatoires <i>Stand de Vernand, Romanel-sur-Lausanne</i>
jeudi 21.05.2015 1800 - 2200	Assemblée générale groupement ouest <i>Mess des officiers, Bière</i>
vendredi 22.05.2015 1830 - 2200	Assemblée Générale du groupement Est 2015 <i>La salle du Battoir, Noville VD</i>
jeudi 28.05.2015 1830 - 2130	Assemblée Générale du groupement Lausanne <i>Salle du conseil communal, Lausanne</i>
lundi 01.06.2015 1830 - 2200	Stamm, Café du Grütli <i>café du grutli,, Lausanne</i>
mercredi 03.06.2015 1400 - 1830	Tir en campagne préalable <i>Stand de Vernand, Romanel-sur-Lausanne</i>
jeudi 04.06.2015 1830 - 2200	Assemblée générale du groupement Nord 2015 <i>Caves de Bonvillars, Bonvillars</i>
Vendredi 05.06.2015 1400 - 1800	Tir en campagne <i>Stand de Vernand, Romanel-sur-Lausanne</i>
Samedi 06.06.2015 0830 - 1200, 1400 - 1700	Tir en campagne <i>Stand de Vernand, Romanel-sur-Lausanne</i>



Tir de clôture 2014

Le 5 octobre 2014 s'est déroulé à Chamblon le tir de clôture de la SVO organisé par la section tir au pistolet.

Le millésime 2014 est un excellent cru, malgré une météo incertaine, puisque la quarantaine de participant(e)s a vendangé de remarquables résultats.

Les vainqueurs :

Officiers 50 mètres :			
cap Jean-Daniel ROY	146 pts	sur	160
Officiers 25 mètres :			
maj Etienne GUGGISBERG	96 pts	sur	100
Dames à 25 mètres :			
Mme Laurence HAUTLE	99 pts	sur	100
Garçons à 25 mètres :			
Arthur Donati	91 pts	sur	100
Filles à 25 mètres :			
Julie HAUTLE	86 pts	sur	100

Le nombre de participants a naturellement réjoui les organisateurs qui soulignent une participation marquée de camarades du groupement EST accompagnés de leurs familles.

Toutes les personnes présentes ont pu aussi exercer leurs talents au tir à l'arc. Dans cette discipline, c'est une jeune archère qui obtint le meilleur résultat toutes catégories confondues; félicitations à Joëlle MASSON qui a réalisé le score magnifique de 110 pts sur 120.

Après les tirs, nous avons pu partager de sympathiques moments de convivialité autour des caquelons à fondue avec un petit verre de chasselas. Comme à l'accoutumée, le repas s'est conclu sur un généreux buffet de desserts concoctés par les participants.

Le comité de la section a profité de l'occasion offerte pour remercier Etienne GUGGISBERG après ses 7 années de présidence, en lui remettant solennellement un véritable couteau d'officier numéroté d'une série particulièrement limitée. Les dix premiers exemplaires sont gravés en chiffres romains et sont réservés à des personnalités que la section estime particulièrement méritantes. Le numéro 7 est désormais attribué.

Un grand merci aux généreux sponsors grâce à qui les fins guidons et fines gâchettes ont été dignement récompensés par une planche de prix remarquable.

Cette manifestation qui marque la fin de la saison de tir se déroule le premier dimanche d'octobre, alors vous pouvez déjà agender le 4 octobre 2015.

Crédit photo : HPM (Henri P. Monod)





SVO

Stage de base de parachutisme militaire à Příbram(CZ), suite et fin.

Maj Pierre Guggisberg

Vice-président SVO

1. Main gauche protégeant mes attributs
 2. Main droite saisissant l'embrasure de la porte
 3. Pointe du pied droite au bord du vide
 4. Regard vers le chef
- A son ordre «go», j'appliquai le formel n°2 de la sortie de l'appareil :
1. Regard à l'horizon, à 45 degrés vers l'arrière
 2. Main droite rejoint la main gauche
 3. Elan vigoureux vers la sortie
 4. ...Einundzwanzig, ...zweiundzwanzig, ...dreiundzwanzig (le temps qu'il faut au parachute pour s'ouvrir. Pour les romands, c'est la même chose, mais comptez jusqu'à 25...)
 5. Contrôle...mince, mes sangles se sont entortillées et je ne peux pas effectuer le contrôle du parachute. Je dois d'abord pédaler en écartant les sangles avec force biceps. Voilà, c'est fait et je peux continuer le formel. Où en étais-je...ah oui :
 6. Contrôle de la bonne ouverture de la toile : ok
 7. Tirer 3 fois sur les commandes afin de faire descendre le frein (carré de toile de 50 par 30 cm évitant une trop forte sollicitation de la toile principale lors de son ouverture). Celui-ci doit libérer les câbles de toute tension, ce qui peut être une cause d'accident, donc une bonne raison d'ouvrir le parachute de secours : ok
 8. Repérer l'aérodrome et la zone d'atterrissage : ok
 9. Exercer le frein jusqu'à ce que le point mort soit trouvé
 10. Re-exercice du frein
 11. Admirer le paysage, en youtzer une.

La distance me séparant du sol (environ 1000 m) me panique. Je jette mon regard sur l'horizon et les paysages boisés sans fin, l'autoroute peu fréquentée, la rivière serpentant au milieu de terres fertiles. A quelques kilomètres, je reconnais les silos utilisés à l'époque de la guerre froide pour le stockage de missiles nucléaires : plus visibles que le CHUV depuis le lac Léman.

Coup d'œil à l'altimètre : 800 m. Coup d'œil au sol : il me semble être trop à la verticale du but. J'effectue un virage à 180°, me laisse emporter par le vent dont je ne

perçois pas la force et me retrouve en quelques secondes très loin de la zone d'atterrissage. 400 m d'altitude : je serai trop court, c'est certain. 300m, 200m, je perçois la vitesse horizontale mais je n'ai pas conscience de la vitesse de chute. Soudain, je vois les détails de chaque motte de terre que je vois grossir à grande vitesse : il est temps de préparer le freinage. 10 m, 5 m, je tire sur les cordes jusqu'au point mort, mais sans doute pas assez car je percute le sol plus violemment que je me l'imaginais, et surtout pas comme dans les vidéos montrant des atterrissages sans effort et sur un doigt de pied ! Roulé-boulé dans le champ de patates, emmêlée de pinceaux avec les cordes : n.. de djou ! Je me relève dans une combinaison qui a passé du noir au brun-sale. Je ramasse les cordes, la toile et me dirige vers les véhicules où mes petits camarades se congratulent déjà en échangeant leurs impressions : à 300 m du but, ce n'est pas trop mauvais pour une première, mais je suis un peu déçu de ne pas avoir pu exercer le formel de l'approche en 4 points ; ce sera pour l'après-midi.

De retour au campement, le repas de midi nous y attend : sur un plat, de petits spaghettis, dans une marmite, un bouillon avec de petites boulettes de viande et une julienne de légumes. Pour certains, il s'agit d'une soupe aux vermicelles, pour d'autres, des spaghettis bolognaise avec légumes : tout dépend de la quantité de bouillon !

Vers 1500, nous nous préparons pour le 2^{ème} saut. La peur nous assaille, car nous savons maintenant à quoi nous attendre. Si la préparation au 1^{er} saut se fit de manière méticuleuse sous la houlette des 4 moniteurs suisses, nous fûmes attribués à 4 tchèques, dont 3 ne parlaient que leur idiome : chacun dut prendre lui-même un parachute et le mettre sans instruction préalable : la moitié d'entre nous mit les sangles à l'envers, ce qui fut bien entendu rectifié, mais rajouta une bonne dose d'angoisse. Une courte instruction sur le formel d'atterrissage ainsi que sur la nouvelle zone d'atterrissage fut nécessaire, le vent ayant forcé et changé de direction. Et puis zou, dans l'avion.

Quelques minutes après le décollage, je sens une sourde angoisse m'envahir: nous n'avions même pas répété les formels 1 et 2! D'un coup, je me mets à mimer plusieurs fois les étapes des formels; visiblement, je ne suis pas le seul, mon exemple ayant été repris par bon nombre de mes colistiers. 12 minutes plus tard, l'altitude de 1500 m atteint, le premier triumvirat saute: problemlos. Cette fois, je suis le 3^{ème} sauteur du 2^{ème} groupe; le n°1 saute parfaitement bien; le n°2 saute, son parachute met une éternité à s'ouvrir, puis se détache, laissant la place à un magnifique parachute de secours rayé rouge et blanc: tout ce qu'il fallait pour me rassurer...Je m'approche de la porte, je saute quasi parallèlement à l'avion afin de ne pas me retrouver avec les sangles entortillées: cette fois, c'est bon. Même le carré de toile est descendu tout seul, ce qui ne m'empêche pas de poursuivre le formel en tirant 3 fois sur les poignées: le formel doit toujours être exécuté entièrement, les erreurs se payant cash! Je contrôle ma position et m'assure cette fois d'être bien en avant du but pour pouvoir exécuter les manœuvres selon le formel. Mon 1^{er} atterrissage ayant été quelque peu brutal, je tire sur les freins assez fort pour ralentir ma vitesse de chute, mais beaucoup trop tôt. J'atterris en douceur, mais avec la voile derrière moi. Le vent qui a forcé s'y engouffre et me traîne par terre jusqu'à ce que Rino me dise de lâcher une des cordes. Re- n.. de djou! J'ai quasiment labouré le champ sur 10 mètres et me relève encore plus sale qu'avant. Rino m'attend pour une rapide AAR: « -attends d'être à 3 mètres avant de tirer un max sur les freins, et à terre, lâche tout de suite une des cordes, ok? ». Oui chef, compris chef! Nous récupérons le collègue « para-secours » et ses pièces détachées, puis



nous retournons au camp, dans l'ensemble assez contents de nos prestations respectives. Nous apprenons alors que l'un de nos camarades a eu un accident: son parachute ne s'est pas bien ouvert et il est parti en vrille jusqu'au sol sans qu'il ait eu le temps ou la présence d'esprit d'ouvrir son parachute de secours. Par chance, il s'en sort avec une vertèbre légèrement décalée, ce qui ne l'empêchera pas de nous rejoindre le lendemain matin et de rentrer en Suisse comme il est venu: en voiture.

Nous discutons ensuite des 2 cas qui viennent de se produire: « para-secours (c'est son nouveau surnom...) n'aurait pas eu besoin de l'actionner, n'ayant pas suffisamment attendu. Ce qui nous a fait dire que dorénavant, les Bernois seraient autorisés à compter jusqu'à « zweuiezwanzk », les confédérés alémaniques parlant à une vitesse normale jusqu'à « dreiezwanzk »,



les Zurichoïses et les Bâloïses jusqu'à « vierezwanzk », les Vaudoïses jusqu'à « 25 », et les genevoïses jusqu'à... « 28 » : c'est ce qu'on appelle le fédéralisme !

Vers 1800, nous nous envolons pour effectuer notre 3^{ème} et dernier saut, avec la lumière chaude et apaisante des fins d'après-midis. L'atterrissage se déroule en douceur, toujours dans le champ de patate, mais à 10 mètres du but : on en redemande.

Fatigués, mais heureux comme des gamins qui reviennent de leur premier camp de scouts, nous rejoignons les cantonnements où un cochon de lait tourne sur le bûcher depuis quelques heures. Nous visionnons les sauts de la journée filmés soit depuis l'aile de l'avion, soit depuis le casque d'un moniteur : un régal.

Après une bonne douche, nous enfilons notre tenue de gala (entendez, la combi de saut brossée, le t-shirt aux couleurs du Parasuisse Airborne et les Kampfschuhe cirées) et sommes prêts pour la cérémonie de remise des diplômes. De haute tenue, celle-ci nous réserva quelques surprises que je n'oserais dévoiler ici : le secret doit être gardé afin de susciter l'envie des prochains candidats !

A l'issue de celle-ci, le chef des instructeurs tchèques, dernier commandant de bataillon de parachutistes tchèques durant la guerre froide, nous rappela la maxime suivante :

« *Dobrý parašutista je starý parašutista : un bon parachutiste est un vieux parachutiste !* » Ce que je m'empresse de prendre au 1^{er} degré !

La soirée fut alors l'occasion d'amplifier la qualité de nos sauts, de dramatiser nos péripéties et de sympathiser avec nos amis tchèques, jusqu'à point d'heure.

Dimanche, à 1130, nous primes congé des nos hôtes, des organisateurs et de nos camarades d'un week-end avec l'ardent désir de remettre ça au plus vite.

Qu'on se le dise, une séance de rattrapage sera organisée en 2015 !

E. G.

www.parasuisseairborne.ch



Symposium AVIA

Samedi 28 mars 2015



Invitation

«Sécurisation à long terme de l'espace aérien»

Mesdames et Messieurs,

Le 27 août 2014, avec le concept pour la sécurisation à long terme de l'espace aérien, le conseil fédéral a décrit et a osé faire une prévision des futurs défis pour le système des forces aériennes et ses missions. Par un symposium l'AVIA veut faire participer les parties intéressées. En plus, elle veut créer une compréhension commune aux processus des futures conceptions et catalogues de compétences des Forces aériennes. La discussion de podium devra répondre aux questions sur les intentions ainsi que sur l'analyse des domaines de compétences. De plus, elle ouvrira un large éventail d'échange avec des politiciens liés à la sécurité.

Ne laissez pas échapper l'occasion de discuter sur un évènement orienté vers le futur.

Je me réjouis, de pouvoir vous souhaiter la bienvenue à Dübendorf le 28 mars 2015.

Colonel Fabian Ochsner, Président de l'AVIA centrale

L'évènement a lieu grâce au généreux dons d'industriels.

